

DIAGNOSTIC  
CLIMATIQUE ET ACTION  
D'ADAPTATION  
INCLUSIVE

**MEDJEZ EL BAB**



**MARS  
2026**



DIAGNOSTIC  
CLIMATIQUE ET ACTION  
D'ADAPTATION  
INCLUSIVE

**MEDJEZ EL BAB**

# TABLE DES MATIÈRES

<b>I</b>	PRÉSENTATION DU PROJET ACICT	03
<b>II</b>	PRÉSENTATION DE LA COMMUNE DE MEDJEZ EL BAB	05
<b>III</b>	ÉTAT DE LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE ET DES PARTENARIATS DE LA COMMUNE	06
<b>IV</b>	ÉVALUATION DE LA MATURITÉ CLIMATIQUE DE LA COMMUNE	07
<b>V</b>	ENJEUX SPÉCIFIQUES DE GENRE ET INCLUSION FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	09
<b>VI</b>	CARTOGRAPHIE DES ACTEURS INSTITUTIONNELS DE LA COMMUNE	10
<b>VII</b>	CARTOGRAPHIE DES OSC LOCALES	13
<b>VIII</b>	INVENTAIRE DES OUTILS DE PLANIFICATION	14
<b>IX</b>	BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS CLIMATIQUES	14
<b>X</b>	BESOINS EN OUTILS ET INSTRUMENTS D'ACTION CLIMATIQUE	15
<b>XI</b>	RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES POUR L'ADAPTATION CLIMATIQUE	15
<b>XII</b>	CRÉATION D'UNE CELLULE CLIMAT COMMUNALE	18
<b>XIII</b>	PROGRAMME DE FORMATION DES ACTEURS INSTITUTIONNELS	18
<b>XIV</b>	PROGRAMME DE FORMATION DES OSC LOCALES	22
<b>XV</b>	CRÉATION D'UN GROUPE DE LEADERSHIP POUR L'ACTION CLIMATIQUE LOCALE	26
<b>XVI</b>	STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET SENSIBILISATION LOCALE	30
	CONCLUSION	32
	ANNEXES	33

# I. Présentation du projet ACICT

La Tunisie est considérée comme l'un des pays les plus exposés aux effets du changement climatique en Méditerranée. Selon la Banque mondiale<sup>1</sup>, le pays fait face à :

- Un stress hydrique très élevé, aggravé par la diminution de la disponibilité en eau ;
- Une baisse et une variabilité accrue des précipitations, avec de fortes irrégularités régionales ;
- Une augmentation des températures moyennes et extrêmes, accompagnée de vagues de chaleur plus fréquentes ;
- Des sécheresses plus intenses et une dégradation progressive des ressources naturelles ;
- Un risque accru d'inondations soudaines, notamment dans les zones urbaines et côtières.

Les impacts du changement climatique ne sont pas uniformes. À l'échelle internationale, les analyses de l'ONU Femmes<sup>2</sup> montrent que les inégalités sociales et économiques peuvent accroître la vulnérabilité des femmes et des groupes marginalisés face aux effets climatiques.

Le Gender Action Plan de l'UNFCCC souligne également l'importance d'intégrer l'égalité de genre dans l'action climatique pour garantir une participation plus équitable.

Face à ces défis, le projet Action climatique inclusive dans les communes tunisiennes (ACICT), mis en œuvre de mars 2024 à février 2029 par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale Innovante (CILG), en coopération avec le Ministère de l'Intérieur/IPAPD et le Ministère de l'Environnement, et financé par Affaires Mondiales Canada (AMC), vise à renforcer la résilience des communes tunisiennes tout en plaçant l'équité et l'inclusion au cœur de l'action locale.

Dans une logique d'équité territoriale et de représentativité régionale, neuf communes tunisiennes situées dans trois zones (Nord, Centre et Sud) ont été sélectionnées pour bénéficier de l'accompagnement du projet ACICT à la suite d'un Appel à Manifestation d'Intérêt ouvert à l'ensemble des municipalités tunisiennes.

Les communes bénéficiaires sont réparties comme suit :

Zone	Gouvernorat	Délégation	Commune
Nord	Béja	Medjez El Beb	Medjez El Beb
	Nabeul	Dar Chaâbane El Fehri	Dar Chaâbane El Fehri
	Siliana	Bargou	Bargou
Centre	Mahdia	Mahdia	Mahdia
	Sidi Bouzid	Bir El Hfey	Rahal
	Kairouan	Hajeb El Ayoun	Chouachi
Sud	Médenine	Djerba Midoun	Djerba Midoun
	Kébili	Kébili Sud	Bcheelli Jersine Blidet
	Gafsa	Métlaoui	Métlaoui

Tableau 1 : Communes bénéficiaires du programme

1. [Climate Risk Profile: Tunisia \(2025\): The World Bank Group](#)

2. [ONU Femme : Comment les inégalités de genre et le changement climatique sont interconnectés avril 2025](#)

La sélection reposait sur l'intérêt manifesté par les communes pour renforcer leurs capacités en matière de gouvernance climatique, ainsi que sur la volonté du projet d'intervenir dans des territoires présentant des vulnérabilités climatiques variées et représentatives de la diversité des contextes tunisiens.

### Les actions menées s'articulent autour de trois axes principaux :

#### Amélioration de la gouvernance climatique locale

Par le renforcement des capacités des communes, des acteurs régionaux et des mécanismes de gouvernance multiniveaux.

#### Développement et adoption de solutions d'adaptation

Notamment les Solutions fondées sur la Nature (SFN), en mettant l'accent sur les besoins des femmes et des groupes vulnérables.

#### Renforcement de la gouvernance territoriale multiniveaux

Afin d'assurer une meilleure cohérence entre les politiques locales, régionales et nationales.

### Les activités incluent principalement :

- Des diagnostics climatiques,
- La production d'outils et guides pratiques,
- La mise en place de programmes spécifiques de renforcement des capacités,
- La promotion de la participation des OSC, des femmes et jeunes, et autres groupes vulnérables,
- L'accompagnement dans l'élaboration ou l'amélioration de plans climatiques locaux.
- Des stratégies de communication locales inclusives, et de sensibilisation du grand public
- Ainsi que des actions de plaidoyer, de réseautage, et d'engagement communautaire.

Dans le cadre du projet ACICT, une évaluation de la maturité climatique des communes partenaires a été mise en place afin d'apprécier de manière structurée leur niveau de préparation face aux changements climatiques. Cette évaluation vise à analyser conjointement l'exposition des territoires aux principaux aléas climatiques et la capacité des communes à y répondre à travers leurs politiques, leurs institutions, leurs outils opérationnels et leurs pratiques inclusives.

L'approche retenue repose sur une grille d'analyse multidimensionnelle couvrant notamment la vulnérabilité climatique, les capacités locales d'adaptation, la gouvernance institutionnelle, les partenariats multi-acteurs, l'intégration du genre et de l'inclusion sociale, ainsi que la disponibilité des outils techniques. Pour chaque dimension, des indicateurs synthétiques permettent d'aboutir à des scores agrégés traduisant le niveau de maturité atteint.

Ces scores sont ensuite mobilisés pour construire des indices de lecture globale, distinguant d'une part le niveau de risque climatique auquel la commune est exposée, et d'autre part sa capacité d'adaptation. Leur combinaison permet de produire un Indice de Maturité Climatique, exprimé de manière simple et lisible, offrant une vision d'ensemble de la résilience climatique communale. Cet indice ne constitue pas un outil de classement, mais un instrument d'aide à la décision destiné à identifier les forces, les faiblesses et les priorités d'accompagnement dans le cadre du projet ACICT.

Le présent rapport consolide l'ensemble des éléments produits ainsi que les appuis mobilisés au profit de la commune de Medjez el bab dans le cadre du projet ACICT. Il vise à fournir une analyse structurée et approfondie de la situation climatique locale et s'articule autour des axes suivants :

- Une caractérisation territoriale, socio-économique et démographique de la commune.
- Le profil climatique de la commune, incluant le contexte local, l'identification des populations vulnérables, l'analyse de l'exposition aux principaux aléas climatiques (stress hydrique, érosion et submersion marines, vagues de chaleur), ainsi que les projections climatiques
- L'état de la gouvernance climatique locale et des partenariats multi-acteurs;
- L'évaluation de la maturité climatique de la commune, intégrant les dimensions : vulnérabilité climatique, capacités locales, gouvernance institutionnelle, partenariats multi-acteurs, inclusion sociale et genre, ainsi que disponibilité des outils techniques.
- Les enjeux spécifiques liés au genre et à l'inclusion face aux changements climatiques au niveau de la commune,
- La cartographie des acteurs institutionnels impliqués dans la gouvernance climatique locale, l'évaluation des interactions existantes.
- La cartographie des organisations de la société civile (OSC) locales,
- L'inventaire des instruments et outils de planification pertinents pour l'adaptation aux changements climatiques
- L'identification des besoins prioritaires de la commune en matière de renforcement de capacités, notamment en formation, outils et instruments pour l'action climatique, sensibles au genre et à l'inclusion sociale ;
- Enfin, la formulation de recommandations visant à orienter le renforcement de la résilience climatique de la commune.

Le présent rapport comporte aussi les principaux dispositifs et outils élaborés en réponse aux défis identifiés et aux besoins exprimés par la commune et autres acteurs locaux, notamment :

- Un programme de formation des acteurs institutionnels territoriaux et de priorisation des activités de formation fondé sur les résultats du diagnostic de maturité climatique ;
- Un programme de formation des organisations de la société civile (OSC) locales ;
- La constitution d'un groupe de leadership local, issu de la population communale, composé notamment de femmes et jeunes et groupes vulnérables.
- Un programme de formation et d'accompagnement du groupe de leadership ainsi constitué ;
- L'élaboration d'une stratégie de communication locale, de sensibilisation des acteurs territoriaux et grand public.

## II. Présentation de la commune de Medjez El Bab

La commune de Medjez El Bab est située dans le gouvernorat de Béja, au nord-ouest de la Tunisie. Elle se trouve dans la vallée de la Medjerda, le principal fleuve du pays, ce qui lui confère une importance stratégique sur les plans agricole et hydrologique. Le territoire communal couvre une superficie à dominante rurale et agricole, avec un paysage caractérisé par des terrains fertiles, mais exposés à des aléas climatiques croissants tels que les crues et la sécheresse.

L'économie locale repose principalement sur l'agriculture, notamment les cultures céréalières, le maraîchage irrigué et l'élevage ovin. La présence de terres alluviales fertiles constitue un atout majeur, mais cette richesse est fragilisée par l'érosion des sols, la variabilité pluviométrique et l'intensification des périodes de stress hydrique.

Sur le plan démographique, la commune compte environ 21 653 habitants selon les données du recensement de 2014. Elle se caractérise par une population en grande partie jeune et rurale, avec une forte dépendance à l'emploi saisonnier agricole.

Ce profil socio-démographique accentue la vulnérabilité aux effets du changement climatique, en particulier pour les groupes aux ressources limitées, comme les ouvriers agricoles et les femmes en situation de précarité.

La structure urbaine de Medjez el Bab est relativement compacte, avec des infrastructures municipales limitées en capacité de gestion des risques climatiques, notamment en matière de drainage, de gestion des eaux pluviales et de protection contre les inondations. La proximité de la Medjerda expose certaines zones résidentielles à des risques accrus de crue, comme en témoigne l'historique d'inondations catastrophiques survenues dans la région, notamment celle de 1973.

Dans ce contexte, la commune de Mejez el Bab se trouve à un carrefour critique entre potentiel agricole et pressions climatiques croissantes, nécessitant une planification territoriale renforcée, une mobilisation accrue des capacités locales et une coordination multi-acteurs pour anticiper les défis futurs.



### III. Etat de la gouvernance climatique et des partenariats de la commune

#### 1- CADRE INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE LOCALE

La commune de Medjez el Bab dispose d'une organisation institutionnelle de base qui commence à intégrer des considérations climatiques, bien que de manière encore fragmentaire. Les services municipaux intervenant de manière directe ou indirecte dans l'adaptation au changement climatique sont présents, en particulier les services techniques liés à l'urbanisme, aux travaux publics et à l'environnement. Toutefois, l'absence d'une cellule dédiée au climat ou d'un cadre stratégique local formalisé limite la cohérence des interventions et la coordination interne.

La gouvernance climatique locale repose aujourd'hui principalement sur des initiatives ponctuelles et la mobilisation individuelle d'agents municipaux sensibilisés, plutôt qu'une planification structurée à long terme. La coordination entre les services demeure perfectible, notamment en matière de transversalité des actions et de circulation de l'information.

## 2- PARTENARIATS MULTI-ACTEURS EXISTANTS

Concernant les partenariats externes, Medjez el Bab entretient des liens relativement réguliers avec plusieurs structures du gouvernorat, dont la Direction Régionale de l'Agriculture (CRDA), la Direction de l'Environnement et les services de la Protection Civile, surtout dans le cadre de la prévention des risques liés aux inondations et à la sécheresse. Des collaborations ponctuelles existent également avec certaines agences nationales telles que l'ANME et l'APAL, principalement dans le cadre de projets techniques ou de sensibilisation.

En revanche, les relations avec les institutions académiques ou les centres de recherche restent limitées, et peu de partenariats structurés avec des ONG ou des acteurs du secteur privé ont été identifiés à ce stade. L'implication de partenaires internationaux est quasi inexistante, et aucune commune jumelée ou appui de coopération décentralisée n'est en place.

La cartographie des acteurs réalisée montre que les dynamiques locales de collaboration sont encore peu développées. La commune ne bénéficie pas de plateformes de dialogue permanentes entre les parties prenantes locales, et les mécanismes de concertation sont peu institutionnalisés.

Globalement, l'état de la gouvernance climatique à Medjez el Bab peut être qualifié de modéré, avec une certaine prise de conscience des enjeux et quelques partenariats de base, mais une absence notable de stratégie, de coordination structurée et de partenariats multi-acteurs élargis. Ce diagnostic suggère l'opportunité d'un accompagnement spécifique pour formaliser un dispositif local de gouvernance climatique participative et renforcer la coopération avec les institutions régionales et les organisations de la société civile.

## IV. Évaluation de la maturité climatique de la commune

L'évaluation de la maturité climatique s'inscrit dans le cadre du projet ACICT comme un outil de lecture synthétique du niveau de préparation de la commune face aux changements climatiques. Elle permet d'apprécier, de manière structurée, les forces et les limites de l'action climatique locale, ainsi que les marges de progression en matière de capacités institutionnelles, opérationnelles et inclusives.

Cette évaluation repose sur une analyse croisée de plusieurs dimensions clés de la gouvernance climatique locale, couvrant à la fois la vulnérabilité du territoire, les capacités d'adaptation, la gouvernance institutionnelle, les partenariats, l'intégration du genre et de l'inclusion sociale, ainsi que les outils disponibles. Elle s'appuie sur les diagnostics existants, les informations fournies par la commune et les échanges menés dans le cadre du projet.

Les résultats sont présentés sous forme de scores synthétiques par dimension, permettant une lecture claire et comparative du niveau de maturité climatique de la commune, et servant de base à l'identification des besoins prioritaires en renforcement des capacités.

L'analyse de la maturité climatique de la commune de Medjez el Bab met en évidence une exposition élevée aux aléas climatiques, contrastant avec des capacités d'adaptation institutionnelles et techniques encore embryonnaires. La dynamique municipale en matière climatique reste marquée par l'absence d'une stratégie structurée, d'outils spécifiques et d'une coordination dédiée. Les réponses collectées et les constats issus de terrain illustrent une commune encore en phase de sensibilisation, où la réponse aux effets du changement climatique demeure largement réactive et non planifiée.

## A. VULNÉRABILITÉ ET EXPOSITION AUX ALÉAS CLIMATIQUES

**SCORE : 3** → **Élevé**

Le territoire de Medjez el Bab est fortement exposé aux risques hydriques, en particulier aux inondations par débordement de la Medjerda et aux épisodes de ruissellement liés à l'imperméabilisation croissante des sols. Le territoire est aussi soumis à des périodes de sécheresse de plus en plus fréquentes, affectant directement les rendements agricoles, l'approvisionnement en eau potable et l'équilibre des écosystèmes locaux. Cette double vulnérabilité – excès et déficit hydrique – est amplifiée par la dépendance du tissu socio-économique à l'agriculture pluviale et par l'absence d'ouvrages de régulation suffisants.

## B. CAPACITÉS LOCALES D'ADAPTATION

**SCORE : 1** → **Faible**

Les capacités d'adaptation demeurent très limitées à l'échelle communale. La municipalité ne dispose d'aucune cellule technique dédiée au climat, ni de personnel formé à la gestion des risques climatiques ou à la planification de l'adaptation. L'absence de mécanismes de suivi-évaluation, d'outils de projection ou de base de données climatique réduit considérablement la capacité de la commune à anticiper ou répondre de manière appropriée aux aléas. Les réponses indiquent également un déficit de culture de planification, avec des actions ponctuelles mises en œuvre sans cadre stratégique.

## C. GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE ET INTÉGRATION CLIMATIQUE

**SCORE : 1** → **Faible**

La gouvernance climatique locale reste peu structurée. Aucun plan climat ou programme d'adaptation n'a été initié, et les questions climatiques ne sont pas intégrées dans les outils d'urbanisme ou les priorités de développement communal. Les services municipaux (travaux publics, environnement, assainissement) fonctionnent de manière cloisonnée, sans coordination ni référentiel partagé en matière de résilience. La commune ne dispose pas de budget spécifique alloué à l'adaptation, et les projets liés aux enjeux environnementaux restent très dépendants des dynamiques de financement externe.

## D. PARTENARIATS ET COORDINATION MULTI-ACTEURS

**SCORE : 1** → **Faible**

Les partenariats locaux sont limités et peu formalisés. La commune collabore de manière sporadique avec certains acteurs publics (CRDA, ANPE, ONAS), principalement dans le cadre de projets ou d'urgences ponctuelles. Aucun cadre de gouvernance multipartite n'a été identifié, et les relations avec la société civile ou les acteurs privés restent embryonnaires. La coordination régionale est également peu développée, en l'absence de dispositifs intercommunaux ou de plateforme de concertation sur les risques climatiques.

## E. GENRE, INCLUSION SOCIALE ET ÉQUITÉ

**SCORE : 0** → **Très faible**

La dimension genre et inclusion sociale est absente des politiques et des pratiques locales. Aucun dispositif municipal ne prend en compte les besoins spécifiques des femmes, des jeunes, des personnes âgées ou des groupes à faibles revenus dans la planification ou la mise en œuvre d'actions environnementales ou climatiques. Les réponses aux enquêtes révèlent une absence totale de mécanismes de consultation inclusive, de ciblage social ou de soutien différencié en période de crise. Cette lacune fragilise encore davantage les groupes les plus vulnérables face aux effets différenciés du changement climatique.

## F. OUTILS ET INSTRUMENTS DISPONIBLES

**SCORE : 0** → **Très faible**

La commune ne dispose d'aucun outil de diagnostic climatique, de cartographie des risques ou de plateforme de suivi. Aucun usage du SIG, de base de données climatique ou d'indicateurs de résilience n'a été identifié. L'absence de dispositif d'alerte précoce ou de protocoles de gestion de crise rend la réponse aux événements extrêmes largement improvisée. De même, aucun instrument d'intégration du climat dans la planification urbaine ou territoriale n'est en place, ce qui expose les futurs investissements à des risques accrus.

## G. SYNTHÈSE DES SCORES – MEDJEZ EL BAB

Dimension évaluée	Score (sur 3)
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	1
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	1
Partenariats et coordination multi-acteurs	1
Genre, inclusion sociale et équité	0
Outils et instruments disponibles	0
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	0.6
Indice de Maturité Climatique (%)	<b>16,67 %</b>

Tableau 2 : Maturité climatique - Medjez El Bab

Avec un indice de maturité climatique de 16,7 %, Medjez el Bab se situe parmi les communes les plus vulnérables du projet ACICT. La combinaison d'une exposition forte aux risques hydriques et d'un très faible niveau de préparation institutionnelle, technique et sociale crée une situation critique. Sans renforcement immédiat des capacités et structuration de la gouvernance locale du climat, la commune reste exposée à des impacts majeurs, particulièrement dans ses zones rurales et ses secteurs agricoles. La construction d'une réponse résiliente exige une mobilisation coordonnée, multisectorielle et inclusive.

## V. Enjeux spécifiques de genre et inclusion face aux changements climatiques

La commune de Medjez el Bab présente des vulnérabilités sociales importantes face au changement climatique, particulièrement chez les femmes, les jeunes et les ménages à faibles revenus, fortement dépendants d'activités agricoles ou informelles. Ces groupes sont à la fois les plus exposés aux aléas et les moins dotés pour y faire face, tant sur le plan économique que dans l'accès à l'information, aux dispositifs d'alerte ou aux ressources locales.

Les femmes rurales, en particulier, subissent une charge accrue en période de crise climatique : collecte de l'eau en contexte de pénurie, prise en charge des besoins familiaux en cas de pertes agricoles, dégradation des revenus issus de l'agriculture vivrière ou de l'artisanat. Leur participation aux processus décisionnels reste très marginale, tant au sein de la municipalité que dans les espaces associatifs ou communautaires.

Les jeunes, quant à eux, font face à un double enjeu : des perspectives économiques réduites liées à la fragilisation du secteur agricole et une marginalisation dans les dispositifs de formation ou de soutien à l'entrepreneuriat local. Le changement climatique aggrave leur vulnérabilité, sans qu'aucune mesure spécifique ne soit mise en place pour y répondre.

L'analyse croisée des vulnérabilités identifiées via la Chaîne d'impacts et vulnérabilités climatiques (CRVA) et des besoins exprimés par la commune de Medjez el Bab montre une convergence sur plusieurs points essentiels. Les aléas dominants, notamment les inondations par débordement et ruissellement ainsi que la sécheresse agricole, sont bien perçues localement et ont été priorisés dans les réponses communales. De même, la reconnaissance des limites en matière de capacités techniques, de coordination institutionnelle et de gestion de projet apparaît de manière claire dans les besoins formulés.

Cependant, certains écarts subsistent entre les vulnérabilités révélées par l'analyse CRVA et les priorités opérationnelles exprimées. Les impacts sociaux différenciés, en particulier ceux touchant les femmes rurales, les jeunes et les populations isolées, sont peu intégrés dans les demandes de renforcement de capacités. De même, les aspects relatifs à la gestion de crise, à l'alerte précoce et à la coordination régionale ou intercommunale ne ressortent pas comme priorités explicites, bien qu'ils soient pertinents au regard du profil de risque de la commune.

La lecture conjointe des deux niveaux d'analyse met ainsi en évidence une conscience locale des enjeux climatiques, mais une structuration encore partielle des réponses envisagées. Certains éléments majeurs de vulnérabilité demeurent peu pris en compte dans les actions projetées à court terme.

Actuellement, la commune ne dispose d'aucun mécanisme structuré d'intégration du genre ou de l'inclusion sociale dans ses politiques locales. Aucun personnel n'est formé à ces enjeux, et aucun projet en cours ne cible spécifiquement les besoins différenciés des populations vulnérables. L'absence d'indicateurs sociaux ou de suivi sensible au genre empêche toute lecture différenciée des impacts climatiques.

## Vulnérabilités par Zone Territoriale

Analyse spatiale des risques climatiques selon les caractéristiques de chaque zone de la commune vallonnéuse



## VI. Cartographie des acteurs institutionnels de la commune

La cartographie des acteurs institutionnels impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques vise à rendre lisible l'écosystème de gouvernance climatique de la commune de Medjez El Bab. Elle permet d'identifier les parties prenantes mobilisées, de préciser leurs niveaux d'intervention (local, régional, national) et d'apprécier la nature et le degré de leur implication dans l'action climatique locale.

Cette analyse repose principalement sur les réponses au questionnaire renseigné par la commune, complétées par les contributions des partenaires institutionnels recueillies lors des ateliers de type Sensemaking. Les acteurs sont présentés par grandes catégories, afin de faciliter la compréhension des dynamiques de coordination, d'identifier les complémentarités existantes, ainsi que les marges d'amélioration en matière de gouvernance multiniveaux.

La commune de Medjez El Bab dispose de plusieurs services techniques impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques, notamment les départements de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux publics et Infrastructures, qui jouent un rôle central dans la planification et la résilience des infrastructures. Des services complémentaires, tels que l'Éclairage public et les Espaces verts et biodiversité, contribuent également aux actions liées à l'amélioration du cadre de vie, à la gestion des espaces urbains et à la transition énergétique.

Toutefois, comme pour l'ensemble des communes du projet, aucune commune ne mentionne l'existence d'un service ou cellule climat dédiée, ce qui constitue une lacune majeure en matière de coordination transversale et de planification stratégique à long terme.

Catégorie institutionnelle	Acteurs identifiés
Départements Municipaux Impliqués	Service d'Environnement, Service des Travaux Publics et Infrastructures, Service de l'Urbanisme et Planification Urbaine, Service des Espaces Verts et de la Biodiversité, Service de l'Éclairage Public et Énergie
Services du Gouvernorat	Sous direction de l'Environnement
Directions Régionales Sectorielles	Direction Régionale de l'Environnement, Direction Régionale de l'Agriculture (CRDA), Direction Régionale de l'Aménagement du Territoire, Service de Gestion des Risques et de la Protection Civile
Structures Ministérielles	Ministère de l'Équipement et de l'Habitat (DGAT, AFH), Ministère de la Santé Publique (DHMPE), Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime (DGF, CRDA, OTD)
Agences Déconcentrées Actives	Agence Nationale de Protection de l'Environnement Tunisienne ANPE, Centre International des Technologies de l'Environnement de Tunis CITET, Agence Nationale de Gestion des Déchets ANGED, Office National de l'Assainissement ONAS
Institutions de Recherche et Universités	(Non mentionné)

Tableau 3 : Acteurs de la gouvernance climatique locale à MEDJEZ EL BAB

## Analyse de la cartographie des acteurs

La cartographie des acteurs institutionnels impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques met en évidence, pour la commune de Medjez El Bab, un profil institutionnel intermédiaire, avec un réseau d'acteurs mobilisables couvrant les niveaux local, régional et national, mais dont les relations apparaissent encore largement sectorielles et dépendantes de cadres de projets.

Au niveau communal, l'implication de cinq services techniques traduit une capacité opérationnelle significative pour intégrer les enjeux climatiques dans la planification territoriale, la gestion des infrastructures et l'amélioration du cadre de vie. Cette organisation interne constitue un atout important pour la mise en œuvre des actions d'adaptation. Toutefois, l'absence d'un dispositif transversal dédié au climat limite la coordination interservices et la structuration d'une vision stratégique de long terme.

Les relations avec les services du gouvernorat se concentrent uniquement sur la Sous-direction de l'Environnement, illustrant une coopération verticale existante mais restreinte. Cette configuration reste cohérente avec l'analyse globale du rapport, qui souligne des relations fragmentées et peu systématisées entre les communes et leurs gouvernorats, souvent dépendantes d'initiatives ponctuelles.

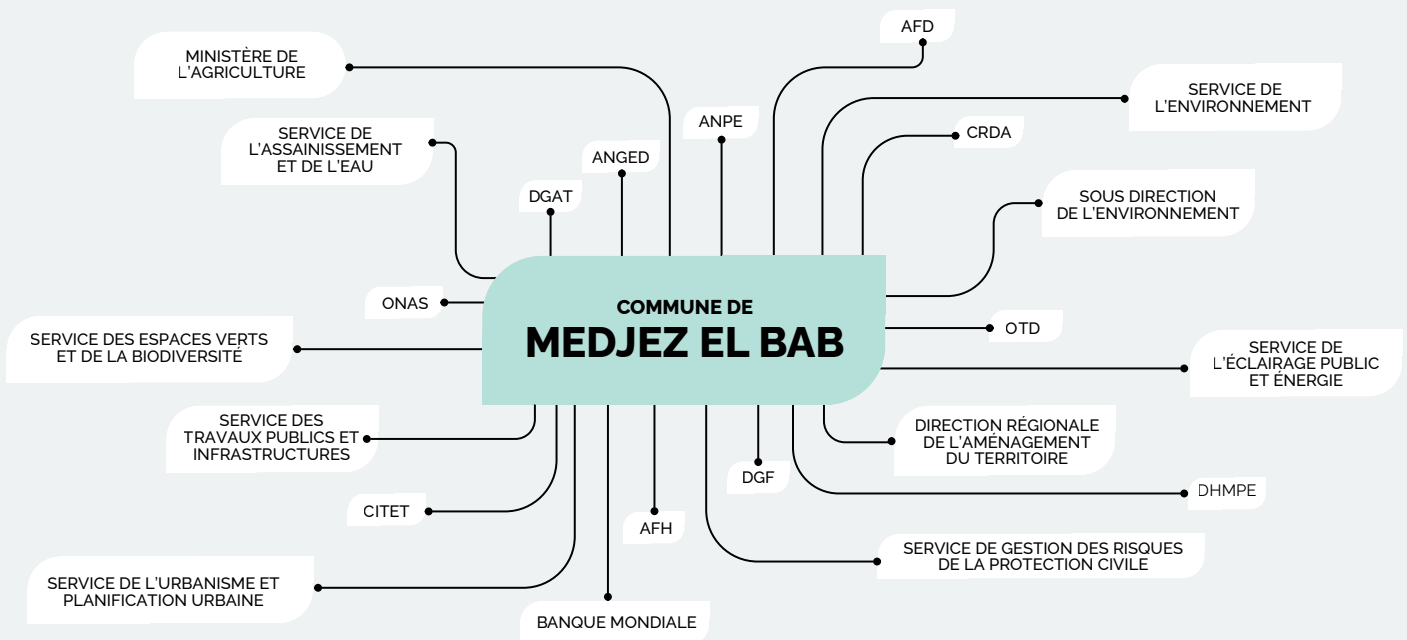
À l'échelle régionale, Medjez El Bab mobilise plusieurs directions régionales clés (environnement, agriculture, aménagement du territoire), ainsi qu'un acteur transversal lié à la gestion des risques et à la protection civile. Cette diversité traduit une coopération technique plus étendue que dans certaines communes, et une prise en compte progressive des risques climatiques transversaux.

À l'échelle nationale, la commune cite des structures relevant de trois ministères (Équipement et Habitat, Santé publique, Agriculture/Ressources hydrauliques/Pêche). Ces liens témoignent d'un accès à des relais institutionnels centraux, mais le rapport souligne que ces collaborations sont souvent mobilisées indirectement via les directions régionales ou les agences, et restent dépendantes de projets ponctuels en l'absence de mécanismes formalisés et pérennes

Enfin, la commune de Medjez El Bab se distingue par la mobilisation du CITET, aux côtés de l'ANPE, l'ANGed et l'ONAS, ce qui suggère un recours à un appui technique plus diversifié dans la mise en œuvre d'actions liées à l'environnement, aux déchets et à l'assainissement. En revanche, aucun partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche n'est mentionné, ce qui confirme la faiblesse générale des liens universités-communes observée à l'échelle du projet, et limite le potentiel de transfert de compétences, d'innovation territoriale et d'appui scientifique aux stratégies climatiques locales.

Dans l'ensemble, Medjez El Bab présente une base institutionnelle mobilisable pour l'adaptation climatique, caractérisée par une diversité d'acteurs techniques au niveau régional et national, et une capacité communale structurée. Le principal enjeu réside dans la consolidation et la pérennisation des relations de coopération, ainsi que dans le renforcement de la coordination transversale à l'échelle locale afin d'améliorer la cohérence et l'impact à long terme de l'action climatique.

## Environnement institutionnel - Commune de Medjez el bab



## VII. Cartographie des OSC locales

La cartographie des organisations de la société civile (OSC) permet d'analyser le rôle des acteurs associatifs locaux dans la réponse aux enjeux climatiques et dans le renforcement de la résilience territoriale. Elle vise à apprécier le niveau de structuration du tissu associatif, la nature des actions menées, les capacités organisationnelles et techniques disponibles, ainsi que les dynamiques de coopération avec les acteurs institutionnels. Cette analyse s'appuie sur les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du projet ACICT, fondé sur l'exploitation de bases de données existantes, les réponses des associations à un formulaire structuré et une revue documentaire approfondie

### Profil général de la société civile à Medjez El Bab

À Medjez El Bab, la société civile est modeste, avec une faible structuration associative et un engagement principalement centré sur la sensibilisation environnementale. Peu d'associations développent des actions concrètes liées à l'adaptation climatique, freinées par des ressources limitées et une expertise technique encore insuffisante.

Les partenariats avec les autorités locales sont rares et souvent informels, limitant la coordination et l'impact des interventions. La participation des populations vulnérables aux projets environnementaux est très limitée, et leurs besoins spécifiques sont peu pris en compte. Cela souligne une fracture importante entre la société civile et les enjeux climatiques locaux, appelant à des initiatives de renforcement des capacités et à la promotion de l'inclusion sociale au sein des structures associatives.

Sur le plan territorial, Medjez El Bab, située dans une région à climat méditerranéen, fait face à des risques croissants liés à la sécheresse et aux épisodes climatiques extrêmes tels que les inondations ponctuelles. La dégradation des sols, souvent aggravée par des pratiques agricoles non durables, limite la productivité et la résilience des exploitations locales.

### Typologie des OSC et domaines d'intervention

Le tissu associatif local de la commune de Medjez El Bab (gouvernorat de Béja) est composé d'organisations relevant de plusieurs domaines d'activité. Les domaines explicitement mentionnés dans le tableau sont : Culture de la paix, Éducation, Culture et sciences, Environnement, ainsi que Droits des femmes et Économie Sociale et Solidaire (ESS).

### Capacités et dynamiques partenariales

Les capacités organisationnelles et techniques des OSC à Medjez El Bab sont globalement limitées, avec une structuration associative faible. L'engagement demeure principalement orienté vers la sensibilisation, tandis que les actions concrètes d'adaptation climatique restent peu développées, en raison de ressources restreintes et d'une expertise technique encore insuffisante. Les partenariats avec les autorités locales sont rares et souvent informels, ce qui réduit la coordination et limite l'impact des interventions

## VIII. Inventaire des outils de planification

L'analyse des instruments et outils de planification mobilisés par la commune de Medjez El Bab met en évidence un ensemble d'outils relevant principalement de la planification spatiale, de la planification du développement et de la planification environnementale. Ces outils constituent une base de référence pour organiser l'action communale et intégrer certains enjeux environnementaux, en lien avec les vulnérabilités signalées au niveau local, notamment le stress hydrique agricole, l'évolution du régime des précipitations et la fréquence des inondations, en particulier dans les zones proches de l'oued Medjerda.

D'après l'inventaire présenté dans le rapport, la commune dispose des outils suivants : Plan d'Aménagement Urbain (PAU, 2010), Plan de Développement Local (PDL, horizon 2034), Plan Communal de Gestion des Déchets (PCGD) et Agenda 21 (2009).

L'Agenda 21 constitue un instrument structurant orienté vers le développement durable. Le rapport indique que Medjez El Bab fait partie du premier lot des communes ayant engagé cette démarche, avec un processus lancé en 2000, et un plan d'action incluant notamment la protection contre les eaux pluviales et les inondations, ainsi que la gestion durable des déchets.

Dans l'ensemble, l'arsenal d'outils existants à Medjez El Bab repose sur une combinaison d'outils d'aménagement et de développement local (PAU, PDL) et d'outils à vocation environnementale (Agenda 21, PCGD). Cette base est favorable pour structurer l'action communale, même si son articulation avec une stratégie d'adaptation climatique plus intégrée reste à renforcer.

Impacts du changement climatique signalés au niveau de la commune	Outils de planification économique et spatiale	Outils de planification environnementale et CC
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Augmentation des températures entraînant accroissement de l'évaporation et le stress hydrique pour les cultures dans une zone à fort potentiel agricole.</li> <li>• Changement du régime des précipitations, avec des périodes de sécheresse plus longues, ainsi que des épisodes de précipitations extrêmes plus fréquents.</li> <li>• Fréquence des inondations, en particulier dans les zones proches de l'oued Medjerda causant des dommages aux infrastructures, aux habitations et aux terres agricoles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PAU (2010)</li> <li>• PDL (2034)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PCGD</li> <li>• Agenda 21 (2009)</li> </ul>

Tableau 4 : Synthèse des outils de planification à la commune de MEDJEZ EL BAB

## IX. Besoins en renforcement des capacités climatiques

La commune de Medjez el Bab exprime un besoin clair de renforcement de ses capacités sur l'ensemble des volets liés à la résilience climatique. Si les effets du changement climatique sont bien perçus à l'échelle locale – en particulier les inondations récurrentes et les périodes de sécheresse –, la réponse institutionnelle reste embryonnaire. L'enquête révèle une volonté de s'engager, mais une faible capacité à structurer, planifier et piloter une stratégie d'adaptation cohérente.

Le premier besoin identifié concerne la formation technique du personnel municipal, notamment sur les enjeux suivants :

identification des vulnérabilités territoriales, planification de l'adaptation, gestion des risques climatiques, et prise en compte du climat dans les projets d'aménagement. L'absence de profils techniques spécialisés limite actuellement la capacité de la commune à concevoir ou suivre des projets résilients.

La gestion de projet climatique apparaît également comme un maillon faible : les agents interrogés signalent des difficultés à structurer les demandes de financement, à suivre les projets ou à rendre compte des résultats. Le renforcement des compétences en recherche de financements, montage de dossiers et suivi-évaluation est mentionné comme prioritaire.

Sur le plan institutionnel, l'absence d'une cellule climat ou d'un référent municipal empêche toute coordination transversale. La création d'une structure interne dédiée est perçue comme une nécessité pour piloter l'action climatique de manière cohérente. Cette cellule pourrait jouer un rôle de relais entre les différents services techniques, les partenaires régionaux et les acteurs locaux.

La commune souligne également un besoin important de sensibilisation et de mobilisation communautaire. Les élus et techniciens font état d'une faible implication des citoyens dans la réflexion climatique, malgré une exposition directe aux risques. Des formations ciblées sur la communication climatique, les démarches participatives et l'animation territoriale sont demandées pour renforcer ce lien.

Enfin, la dimension genre et inclusion sociale, bien que largement absente des pratiques actuelles, est reconnue comme un champ à développer. Le personnel communal demande des formations spécifiques sur l'intégration du genre dans les projets, la prise en compte des groupes vulnérables et la réduction des inégalités face aux impacts du climat.

## X. Besoins en outils et instruments d'action climatique

Comme plusieurs autres communes rurales du projet ACICT, Medjez el Bab ne dispose d'aucun outil structurant pour l'action climatique. Les besoins exprimés s'alignent avec ceux déjà identifiés ailleurs : outils de diagnostic territorial, systèmes d'information géographique (SIG), grilles de suivi-évaluation des aléas, et référentiels pratiques pour intégrer le climat dans les projets communaux. L'absence d'un système de veille, d'alerte ou d'observation locale rend la réponse aux événements extrêmes essentiellement réactive. L'introduction progressive d'outils simples, couplée à une formation de base, permettrait d'amorcer une gestion plus anticipative et coordonnée.

## XI. Recommandations stratégiques pour l'adaptation climatique

### 1- PRIORISATION DE LA GESTION DES RISQUES HYDRIQUES (INONDATIONS ET SÉCHERESSES) COMME AXE CENTRAL D'ADAPTATION

Au regard de l'exposition élevée de Medjez el Bab aux inondations (débordement de la Medjerda et ruissellement) et aux sécheresses de plus en plus fréquentes, il est recommandé de :

- Faire de la gestion des inondations et de la sécheresse une priorité stratégique dans la planification locale et la programmation des investissements.
- Renforcer la planification et l'intégration du risque climatique dans les choix d'aménagement et de développement territorial, afin de réduire la vulnérabilité de la commune face aux aléas hydriques.
- Développer des actions structurées d'adaptation face aux risques hydriques, en cohérence avec la spécificité de la commune identifiée comme prioritairement concernée par la gestion des inondations.

## 2- RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE COMMUNALE ET STRUCTURATION D'UN PILOTAGE DÉDIÉ

Compte tenu de l'absence actuelle de cellule dédiée au climat et du caractère encore fragmentaire et réactif de l'action climatique locale, il est recommandé de :

- Mettre en place un dispositif municipal structuré (réfèrent climat et/ou cellule climat) pour assurer la coordination interne et le pilotage des actions climatiques.
- Formaliser une stratégie communale d'adaptation et de résilience, afin de passer d'initiatives ponctuelles à une approche planifiée, cohérente et suivie dans le temps.
- Institutionnaliser un cadre de gouvernance climatique participative, comme recommandé dans le rapport, afin d'assurer une réponse durable et concertée.

## 3- RENFORCEMENT DES CAPACITÉS TECHNIQUES DES ÉQUIPES MUNICIPALES SUR L'ADAPTATION ET LA GESTION DES RISQUES CLIMATIQUES

Afin de combler les lacunes identifiées dans les capacités locales et répondre aux besoins prioritaires exprimés, il est recommandé de :

- Renforcer les compétences techniques des équipes communales sur l'identification des vulnérabilités territoriales et la compréhension des risques climatiques.
- Développer des formations dédiées sur la planification de l'adaptation, la gestion des risques climatiques et l'intégration du climat dans les projets d'aménagement.
- Renforcer les capacités humaines en comblant le manque de profils techniques spécialisés, identifié comme un frein majeur à la conception et au suivi de projets résilients.

## 4- DÉVELOPPEMENT ET DÉPLOIEMENT D'OUTILS ET INSTRUMENTS OPÉRATIONNELS POUR LA PLANIFICATION, L'ALERTE ET LA GESTION DE CRISE

Compte tenu du niveau très faible d'outils disponibles (absence de diagnostic, cartographie, SIG, indicateurs, dispositifs d'alerte), il est recommandé de :

- Développer et opérationnaliser un diagnostic climatique territorial et une cartographie des risques afin de guider la planification et la prise de décision.
- Mettre en place et renforcer des outils de Système d'Information Géographique (SIG) et des bases de données locales pour le suivi des aléas et des vulnérabilités.
- Déployer un système d'alerte précoce et formaliser des protocoles de gestion de crise, afin de limiter la réponse improvisée et d'améliorer l'anticipation.
- Mettre en place des indicateurs et tableaux de bord de suivi-évaluation des actions climatiques, pour consolider les résultats et appuyer la mobilisation de financements

## 5- RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE MONTAGE, GESTION, FINANCEMENT ET SUIVI-ÉVALUATION DES PROJETS CLIMATIQUES

Afin de lever les contraintes liées aux difficultés de structuration et de suivi des projets, il est recommandé de :

- Renforcer les compétences de la commune en montage de projets climatiques, recherche de financement et structuration de dossiers techniques.
- Développer les capacités de la commune en suivi-évaluation des projets climatiques, afin d'améliorer la planification, le pilotage et le suivi des actions mises en œuvre.
- Mettre en place une organisation permettant de mieux capitaliser les résultats et de renforcer la crédibilité de la commune auprès des partenaires

## 6- ENFORCEMENT ET STRUCTURATION DES PARTENARIATS MULTI-ACTEURS ET DE LA COOPÉRATION LOCALE

Compte tenu du caractère encore limité et peu formalisé des partenariats et des mécanismes de concertation, il est recommandé de :

- Formaliser des mécanismes de coordination entre les partenaires institutionnels déjà mobilisés (CRDA, protection civile, acteurs environnementaux) et la commune.
- Renforcer la coopération avec les ONG, le secteur privé, les institutions académiques et la société civile, en réponse aux lacunes identifiées (faible coopération avec la recherche, partenariats limités avec ONG/privé).
- Mettre en place une gouvernance locale plus participative et pérenne, afin de consolider l'appropriation locale et l'efficacité des actions climatiques.

## 7- INTÉGRATION DU GENRE ET DE L'INCLUSION SOCIALE DANS L'ACTION CLIMATIQUE LOCALE

Afin de répondre aux lacunes importantes identifiées (score très faible) et aux vulnérabilités sociales constatées, il est recommandé de :

- Intégrer de manière transversale la dimension genre et inclusion dans la planification, les programmes et projets climatiques de la commune.
- Développer des actions et mécanismes inclusifs ciblant les femmes, les jeunes et les ménages à faibles revenus, identifiés comme particulièrement vulnérables et moins couverts par les dispositifs d'information et d'alerte.
- Mettre en place des formations et outils favorisant une participation accrue des femmes, encore marginale, et une meilleure prise en compte du genre dans l'action climatique.

## 8- MOBILISATION CITOYENNE, COMMUNICATION CLIMATIQUE ET PARTICIPATION COMMUNAUTAIRE

Pour répondre à la faible implication citoyenne observée et renforcer l'appropriation locale de la résilience climatique, il est recommandé de :

- Développer une stratégie de communication climatique et de sensibilisation, adaptée aux enjeux locaux, afin d'améliorer la participation des habitants.
- Mettre en place des démarches participatives (ateliers locaux, consultations) et des actions d'animation territoriale, en cohérence avec les besoins identifiés de renforcement des démarches participatives.

## XII. Création d'une Cellule climat communale

La création d'une cellule climat au sein des communes s'inscrit dans une logique de renforcement de la gouvernance climatique locale et d'intégration des enjeux climatiques dans la planification et la gestion communales. Ce dispositif vise à structurer, de manière permanente, la coordination entre les services municipaux, les administrations régionales et locales concernées, les organisations professionnelles ainsi que la société civile. Il permet d'appuyer l'élaboration du diagnostic climatique local, la préparation d'un plan d'action climat, l'accompagnement des projets d'atténuation et d'adaptation, le renforcement des capacités, la mobilisation des ressources techniques et financières, ainsi que la sensibilisation de la population, notamment des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, tout en veillant à intégrer l'approche genre et à assurer l'implication des femmes et des jeunes dans le travail de la cellule, ainsi que dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de ses activités.

La cellule se réunit régulièrement, au moins une fois tous les six mois, pour l'adoption d'un plan d'action annuel et la production de rapports périodiques. Elle peut également constituer des groupes de travail thématiques selon les priorités locales et mobiliser des expertises spécialisées lorsque nécessaire.

## XIII. Programme de formation des acteurs institutionnels

Le renforcement des capacités constitue un levier central de l'action climatique locale. Les travaux réalisés dans le cadre du projet ACICT ont permis d'identifier un ensemble de besoins en matière de formation et d'appui, en lien avec les résultats du diagnostic de maturité climatique, les questionnaires renseignés par les communes partenaires et les exercices de priorisation menés lors des ateliers participatifs.

L'approche retenue repose sur un renforcement progressif des compétences des collectivités locales en matière de gouvernance climatique, tenant compte des niveaux de maturité constatés et des lacunes identifiées. L'analyse met en évidence des besoins de formation transversaux, communs à l'ensemble des communes participantes, avec des niveaux de maîtrise variables selon les thématiques.

Le programme de formation est structuré autour de six volets principaux. Le premier concerne la gouvernance climatique locale et la coordination multi-acteurs. Il porte sur le renforcement des capacités institutionnelles des communes en matière d'organisation interne, de clarification des rôles, de coordination interservices et d'appropriation des cadres nationaux et internationaux de l'action climatique.

Le second volet concerne la planification territoriale et la gestion des risques climatiques. Il cible l'intégration du changement climatique dans les outils de planification locale, le développement de diagnostics territoriaux sensibles au climat et à l'inclusion, ainsi que l'amélioration des capacités d'anticipation et de gestion des aléas climatiques.

Un troisième volet porte sur la gestion financière et la mobilisation des financements climatiques. Le diagnostic met en évidence un faible niveau de maîtrise des mécanismes de financement, justifiant des actions de formation axées sur la budgétisation climatique, le montage de projets bancables et l'accès aux financements nationaux et internationaux.

Le programme inclut également un volet relatif aux services publics climato-résilients, visant à renforcer la capacité des communes à diagnostiquer la vulnérabilité des infrastructures et à intégrer des solutions techniques adaptées dans des domaines clés tels que l'eau, les déchets, l'énergie, la voirie et les espaces verts.

Les actions de formation intègrent par ailleurs un volet dédié à la sensibilisation, à la communication et à la participation citoyenne, afin de renforcer l'implication des acteurs locaux, des organisations de la société civile et des groupes vulnérables dans l'action climatique locale.

Enfin, un dernier volet est consacré au suivi-évaluation et à l'innovation territoriale. Il vise à doter les communes d'outils et de méthodes permettant de suivre la mise en œuvre des actions climatiques, d'en mesurer les impacts et de capitaliser les expériences menées.

La priorisation des activités de formation repose sur une approche progressive, tenant compte des niveaux de maturité identifiés et de la nécessité de consolider en priorité les fondements institutionnels et de planification.

Dans l'ensemble, ce programme de formation vise à accompagner une montée en compétences progressive des collectivités, en cohérence avec les niveaux de maturité constatés et les priorités identifiées en matière de gouvernance climatique.

Volet	Module
<b>Gouvernance climatique et coordination multi-acteurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1- Gouvernance climatique et application des référentiels nationaux</li> <li>2- Coordination multi-acteurs et mobilisation des partenariats pour la gouvernance climatique locale</li> </ul>
<b>Planification territoriale &amp; gestion des risques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1- Introduction à la planification territoriale résiliente</li> <li>2- Outils de diagnostic et analyse spatiale des vulnérabilités</li> <li>3- Intégration des risques climatiques dans les documents de planification</li> <li>4- Élaboration et mise en œuvre de plans de gestion de crise à l'échelle locale</li> <li>5- Simulation et scénarisation de la résilience territoriale face aux événements extrêmes</li> <li>6- Genre, inclusion sociale et adaptation climatique</li> <li>7- Communication et sensibilisation pour la culture du risque</li> </ul>
<b>Gestion financière &amp; mobilisation des financements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1- Mobilisation des financements nationaux et internationaux</li> <li>2- Gestion budgétaire sensible au climat</li> <li>3- Partenariats public-privé et financements innovants</li> <li>4- Suivi, redevabilité et performance financière</li> </ul>
<b>Services publics climato-résilients (eau, déchets, voirie, énergie, espaces verts)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1- Diagnostic technique et spatial des vulnérabilités des services publics</li> <li>2- Normes climato-résilientes pour les services publics</li> <li>3- Planification, suivi et reporting de la résilience des services publics</li> </ul>
<b>Sensibilisation et services à la population</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1- Communication et sensibilisation grand public aux risques climatiques</li> <li>2- Adaptation et amélioration des services de proximité en contexte climatique</li> <li>3- Participation citoyenne et co-construction des services</li> </ul>
<b>Suivi-évaluation et innovation territoriale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1- Initiation aux indicateurs climat et inclusion</li> <li>2- Tableaux de bord de suivi-évaluation</li> <li>3- Capitalisation et innovation locale</li> </ul>

Tableau 5 : Plan de formation des acteurs institutionnels locaux

Après la tenue des focus groups, la priorisation des modules de formation a déjà été établie en fonction des besoins spécifiques des communes. Un score (ou un poids) a été attribué à chaque module selon le niveau de priorité identifié lors des focus groups. Ce planning correspond ainsi à la formation planifiée pour les acteurs locaux.

Thématique	Module	Contenu	V. horaire
Gouvernance climatique et coordination multi-acteurs	Gouvernance climatique et application des référentiels nationaux	Cadre conceptuel et institutionnel : présentation des enjeux climatiques et du rôle des communes dans la gouvernance climatique	2j (12 heures)
		Panorama des référentiels nationaux : Stratégie nationale climat, Plan national d'adaptation, CDN, loi 2018-29 sur les collectivités locales et textes complémentaires	
		Obligations et opportunités pour les communes : financement, partenariats, reporting et intégration dans les plans de développement	
		Méthodologie d'application locale : analyse des écarts, mise en cohérence avec le Plan de Développement Communal, priorisation des actions	
		Cas pratiques appliqués sur des exemples de communes	
	Coordination multi-acteurs et mobilisation des partenariats pour la gouvernance climatique locale	Fondements de la gouvernance multi-acteurs : principes, avantages, limites et expériences locales	3j (18 heures)
		Fondements de la gouvernance multi-acteurs : principes, avantages, limites et expériences locales	
		Conception d'un dispositif de coordination : structures, rôles, responsabilités, outils de suivi et de redevabilité	
		Techniques d'animation et de facilitation : outils participatifs, gestion des conflits, inclusion des groupes vulnérables	
		Mobilisation et partenariats : stratégies de plaidoyer, communication efficace, négociation avec acteurs économiques, RSE et PPP	
		Ateliers pratiques : simulation de la mise en place d'une instance de concertation locale et étude de cas de mobilisation multi-acteurs pour un projet communal de résilience climatique	
	Introduction à la planification territoriale résiliente	Bases conceptuelles de la résilience territoriale	2j (12 heures)
		Urbanisme climatique	
Outils de planification locale appliqués à la résilience			
Outils de diagnostic et analyse spatiale des vulnérabilités	Introduction aux SIG et à la cartographie des risques climatiques	3j (18 heures)	
	Utilisation des indicateurs spatialisés pour mesurer les vulnérabilités		
	Méthodologies d'analyse des vulnérabilités territoriales		
	Exercices pratiques de production de cartes de risques		

Tableau 6 : Planning de formation des acteurs locaux 2025

## MODULE 1: GOUVERNANCE CLIMATIQUE ET COORDINATION MULTI-ACTEURS

	Objectifs pédagogiques précis	Volume horaire	Méthodologie pédagogique	Outils d'évaluation	Prérequis	Besoins logistiques
<b>Gouvernance climatique et application des référentiels nationaux</b>	Comprendre et appliquer les référentiels et politiques nationales en matière de climat et de résilience, obtenir la capacité de les mobiliser de façon opérationnelle pour renforcer la gouvernance locale, et améliorer la planification communale et contribuer activement à la cohérence entre engagements nationaux et actions locales	2 jours	Cadre conceptuel et institutionnel : présentation des enjeux climatiques et du rôle des communes dans la gouvernance climatique	Évaluation par cas pratiques et exercices, évaluation pré et post formation	Connaissances générales en gestion communale et planification territoriale. Familiarité avec les bases de la gouvernance locale (Code des collectivités locales)	Salle équipée (vidéoprojecteur, paperboard, connexion internet), supports de formation imprimés, documentation nationale de référence, matériel pour travaux de groupe (post-it, panneaux, marqueurs)
<b>Coordination multi-acteurs et mobilisation des partenariats pour la gouvernance climatique locale</b>	Concevoir et animer des dispositifs de coordination multi-acteurs à l'échelle locale et mobiliser efficacement les acteurs institutionnels, économiques et sociaux autour de projets communaux sensibles au climat	3 jours	Exposés participatifs, ateliers pratiques, études de cas contextualisées, jeux de rôle (négociation, concertation), restitution en plénière	Validation par exercices pratiques, évaluation pré et post formation	Connaissances de base en planification communale et sensibilisation aux enjeux climatiques	Salle équipée, projecteur, matériel de conception graphique, supports imprimés et numériques

## MODULE 2: PLANIFICATION TERRITORIALE & GESTION DES RISQUES

Formation	Objectifs pédagogiques précis	Volume horaire	Méthodologie pédagogique	Outils d'évaluation	Prérequis	Besoins logistiques
<b>Introduction à la planification territoriale résiliente</b>	Analyser les vulnérabilités territoriales à travers l'utilisation des SIG et d'outils de diagnostic spatial ; intégrer les aléas climatiques dans les documents de planification (PAU, PDC, schémas d'aménagement) ; concevoir des projets d'urbanisme prenant en compte les zones tampons naturelles et appliquer les principes d'urbanisme résilient ; évaluer la durabilité et la résilience des choix d'aménagement selon différents scénarios climatiques	2 jours	Exposés interactifs, études de cas, échanges guidés avec mise en pratique	Évaluation des compétences techniques par exercices, évaluation pré et post formation	Connaissances générales en gestion municipale	Salle équipée, projecteur, matériel de conception graphique, supports imprimés et numériques
<b>Outils de diagnostic et analyse spatiale des vulnérabilités</b>	Mobiliser les outils SIG pour cartographier les risques climatiques, interpréter des données spatiales complexes et intégrer ces résultats dans les documents de planification. Ils auront également acquis la capacité d'identifier les zones les plus exposées et de prioriser les actions d'adaptation	3 jours	Travaux pratiques SIG, études de cas communales et restitution des résultats	<ul style="list-style-type: none"> <li>Fiche d'évaluation avant/après</li> <li>Évaluation de propositions simulées</li> <li>Fiche de satisfaction</li> </ul>	Connaissances de base en informatique et urbanisme	Salle équipée, ordinateurs avec logiciels SIG, connexion internet, supports imprimés

## XIV. Programme de formation des OSC locales

Le renforcement des capacités des organisations de la société civile constitue un axe structurant de l'action climatique inclusive portée par le projet ACICT. Le programme de formation dédié aux OSC a été conçu afin de répondre aux besoins identifiés auprès des associations locales, en particulier celles œuvrant auprès des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, dans un contexte marqué par l'intensification des impacts des changements climatiques.

Ce programme s'inscrit dans une approche globale visant à améliorer la compréhension des enjeux climatiques, à renforcer les capacités organisationnelles et techniques des associations, et à favoriser leur implication effective dans l'action climatique locale. Il repose sur une analyse préalable des besoins, réalisée à partir de données d'enquête et d'échanges avec les acteurs associatifs, et prend en compte les contraintes spécifiques auxquelles font face les OSC en matière de ressources, de structuration et de pérennité des actions.

### 1- OBJECTIFS ET ORIENTATION GÉNÉRALE DU PROGRAMME

Le programme de formation des OSC vise principalement à renforcer les compétences des associations dans plusieurs domaines clés, notamment la compréhension des concepts liés à l'adaptation aux changements climatiques et au développement durable, le montage et la gestion de projets associatifs climato-sensibles, la mobilisation de financements, ainsi que la gestion administrative et financière. Une attention particulière est accordée à l'intégration de l'approche genre et inclusion dans l'ensemble des modules, afin de renforcer la participation et le leadership des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés dans l'action climatique locale.

### 2- STRUCTURE DU PROGRAMME DE FORMATION

Le programme est structuré autour de cinq modules thématiques complémentaires, couvrant l'ensemble du cycle d'intervention associative. Ces modules portent respectivement sur

- L'adaptation aux changements climatiques et le développement durable ;
- Le montage et la gestion de projets associatifs à dimension climatique ;
- L'intégration du genre et de l'inclusion dans l'action associative climatique ;
- La mobilisation de fonds et le développement de partenariats ;
- La gestion administrative et financière des associations.

Cette structuration permet d'aborder de manière progressive et cohérente les différentes compétences nécessaires au renforcement de l'action associative climatique, en articulant les dimensions conceptuelles, organisationnelles et opérationnelles.

### 3- APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET PÉDAGOGIQUE

Le programme adopte une approche méthodologique participative et appliquée, combinant apports théoriques, études de cas, exercices pratiques et échanges d'expériences. Cette approche vise à favoriser l'appropriation des connaissances et leur mise en application concrète dans les pratiques associatives. Les recommandations méthodologiques mettent en avant l'importance d'un environnement de formation inclusif, sensible aux dynamiques de genre et adapté aux réalités socio-culturelles des participants.

Par ailleurs, le programme intègre des orientations spécifiques visant à assurer la pérennité des acquis, notamment à travers l'élaboration de plans d'action associatifs, la mise en réseau des participants et le développement de mécanismes d'apprentissage entre pairs.

## 4- SUIVI, ÉVALUATION ET CAPITALISATION

Un dispositif de suivi et d'évaluation accompagne la mise en œuvre du programme de formation des OSC. Celui-ci vise à mesurer non seulement l'acquisition des connaissances à court terme, mais également l'application effective des compétences acquises, la qualité des projets développés et la durabilité des actions menées par les associations. Les indicateurs retenus portent sur les résultats, les impacts et la durabilité, et mobilisent des outils variés tels que des enquêtes, des entretiens, des analyses documentaires et des observations de terrain.

Dans l'ensemble, le programme de formation des OSC constitue un levier structurant pour renforcer le rôle des organisations de la société civile dans l'action climatique locale. En combinant renforcement des capacités techniques, intégration du genre et de l'inclusion, et dispositifs de suivi et de capitalisation, il contribue à améliorer la qualité, la pertinence et la durabilité des initiatives portées par les associations, tout en favorisant leur articulation avec les dynamiques de gouvernance climatique locale.

Module	Intitulé	Objectifs spécifiques	Thématiques principales	Durée	Modalités	Évaluation
<b>Module 1</b>	Adaptation aux changements climatiques et développement durable	Comprendre les changements climatiques et leurs impacts locaux ; identifier les stratégies d'adaptation ; s'approprier les principes du développement durable ; connaître le cadre national et international	Changements climatiques ; impacts locaux ; stratégies d'adaptation et résilience ; solutions fondées sur la nature ; développement durable ; cadre national et international	3 jours	Ateliers participatifs en présentiel, échanges d'expériences, exercices pratiques	Quiz de fin de module ; discussion de groupe ; plan d'action individuel
<b>Module 2</b>	Montage et gestion de projets associatifs sur la thématique climatique	Maîtriser le cycle de vie d'un projet ; renforcer la planification stratégique ; élaborer une proposition de projet ; intégrer la dimension climatique ; utiliser des outils de suivi-évaluation	Planification stratégique ; cycle de projet ; cadre logique ; intégration climatique ; suivi-évaluation	3 jours	Ateliers pratiques, travaux de groupe, études de cas	Exercice de rédaction d'une proposition ; auto-évaluation
<b>Module 3</b>	Genre et inclusion dans l'action associative climatique	Comprendre les concepts de genre et inclusion ; analyser les vulnérabilités ; intégrer l'approche genre et inclusion dans les projets ; renforcer la participation des groupes vulnérables	Genre et inclusion ; inégalités et vulnérabilités ; participation significative ; leadership inclusif	3 jours	Ateliers participatifs, études de cas, jeux de rôle	Audit genre d'un projet ; plan d'action inclusif
<b>Module 4</b>	Mobilisation de fonds et partenariats	Identifier les sources de financement ; rédiger des demandes de financement ; développer des compétences de communication et plaidoyer ; créer des partenariats	Sources de financement ; fundraising ; communication ; plaidoyer ; partenariats	1,5 jour	Ateliers pratiques, simulations, exercices	Pitch de projet ; simulation de négociation ; plan d'action fundraising
<b>Module 5</b>	Gestion administrative et financière	Comprendre la bonne gouvernance ; maîtriser la gestion budgétaire et comptable ; rédiger des rapports financiers et narratifs	Gouvernance associative ; gestion budgétaire ; comptabilité simplifiée ; rapports	1,5 jour	Ateliers pratiques, études de cas	Élaboration d'un budget ; analyse critique d'un rapport

Tableau 7 : Programme de formation des OSC locales

Une priorisation des modules de formation a été établie en fonction des besoins spécifiques des OSC. Un score (ou un poids) a été attribué à chaque module selon le niveau de priorité identifié. Ce planning correspond ainsi à la formation planifiée pour les OSC.

Thématique	Module	Contenu	V. horaire
<b>Fondamentaux et vision globale</b>	Adaptation aux changements climatiques et développement durable	Compréhension des changements climatiques et de leurs impacts locaux	3j (18 heures)
		Stratégies d'adaptation et de résilience communautaire	
		Principes du développement durable et de l'écoresponsabilité	
		Cadre national et international relatif aux changements climatiques	
<b>Compétences en gestion et en leadership</b>	Genre et inclusion dans l'action associative climatique	Planification stratégique	3j (18 heures)
		Cycle de vie d'un projet associatif	
		Élaboration d'une proposition de projet	
		Intégration de la thématique climatique	
	Outils de suivi et d'évaluation des projets et activités		
Genre et inclusion dans l'action associative climatique	Genre et inclusion dans l'action associative climatique	Compréhension des concepts de genre et d'inclusion	3j (18 heures)
		Analyse des inégalités de genre et des vulnérabilités face aux changements climatiques	
		Intégration de l'approche genre et inclusion dans la planification et la mise en œuvre des activités	
		Participation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables	

Tableau 8 : Planning de formation des OSC locales 2025

## MODULE 1: ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Volume horaire	18 heures (3 jours)
<b>Objectifs</b>	Comprendre les concepts fondamentaux des changements climatiques et leurs impacts. Identifier les stratégies d'adaptation et de résilience. S'approprier les principes du développement durable et connaître le cadre national et international.
<b>Contenu et activités</b>	<p><b>Jour 1 : Comprendre les enjeux climatiques</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matin : Introduction aux changements climatiques (causes, effets, projections). Discussion interactive sur les perceptions et expériences locales.</li> <li>• Après-midi : Impacts spécifiques des changements climatiques sur les communautés vulnérables (femmes, jeunes, agriculteurs, etc.). Exercice de cartographie des vulnérabilités.</li> </ul> <p><b>Jour 2 : Stratégies et cadres d'action</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matin : Présentation des stratégies d'adaptation et de résilience. Présentation et exploration des solutions fondées sur la nature (SFN) à travers des exemples concrets.</li> <li>• Après-midi : Cadre national et international (politiques, accords, opportunités de financement).</li> </ul> <p><b>Jour 3 : Mise en pratique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matin : Les principes du développement durable et de l'écoresponsabilité. Rôle des associations et des citoyens dans l'adaptation.</li> <li>• Après-midi : Bilan et discussion interactive sur la mise en œuvre des stratégies d'adaptation à petite échelle.</li> </ul> <p><b>Jour 4 : Mise en pratique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matin : Consolidation des mesures d'adaptation et priorisation. Transformation de la mesure classée prioritaire en projet d'adaptation.</li> <li>• Après-midi : Restitution / échanges avec la salle / Consolidation.</li> </ul>

<b>Matériel pédagogique</b>	Fiches thématiques (1.1 à 1.4) sur les causes et impacts du climat, les stratégies d'adaptation, le développement durable et le cadre national/international.
<b>Outils de formation pratiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Exercice 1.1:</b> Cartographie des impacts climatiques locaux : Les participants identifient les impacts des changements climatiques dans leur communauté et les ressources affectées.</li> <li>- <b>Atelier 1.2:</b> Brainstorming de solutions d'adaptation : En groupes, les participants proposent des solutions concrètes d'adaptation pour les problèmes identifiés, incluant des solutions fondées sur la nature (SFN).</li> <li>- <b>Quiz 1.3: Vrai/Faux sur le climat :</b> Évaluation des connaissances acquises sur les concepts clés.</li> </ul>
<b>Formulaire d'évaluation</b>	Quiz de fin de module, discussion de groupe et plan d'action individuel. Fiche de satisfaction

## MODULE 2 : MONTAGE ET GESTION DE PROJETS ASSOCIATIFS SUR LA THÉMATIQUE CLIMATIQUE

<b>Volume horaire</b>	<b>18 heures (3 jours)</b>
<b>Objectifs</b>	Maîtriser le cycle de vie d'un projet associatif. Comprendre la planification stratégique. Acquérir des compétences en conception et élaboration de projets. Savoir intégrer la dimension climatique de manière transversale.
<b>Contenu et activités</b>	<p><b>Jour 1 : De la stratégie au projet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Matin : Planification stratégique pour les associations : Analyse de l'environnement (interne/externe, SWOT). Définition de la mission, de la vision et des objectifs à long terme. La planification stratégique comme boussole pour l'action.</li> <li>• Après-midi : Passer de la stratégie à l'action concrète. Atelier : utiliser la méthode de l'arbre à problèmes et de l'arbre à solutions pour traduire un enjeu stratégique en objectifs de projet.</li> </ul> <p><b>Jour 2 : Élaboration de la proposition</b></p> <p>Matin : Le cycle de vie d'un projet (conception, mise en œuvre, évaluation). Élaboration d'une proposition de projet (structure, contenu, cadre logique), en s'assurant de la pertinence climatique de chaque composante.</p> <p>Après-midi : Travail en sous-groupes sur la rédaction d'un cadre logique pour un projet type, avec une attention particulière aux indicateurs de résultats liés au climat.</p> <p><b>Jour 3 : Pilotage et suivi-évaluation</b></p> <p>Matin : Outils de gestion de projet (diagramme de Gantt, outils de suivi des activités).</p> <p>Après-midi : Introduction au suivi-évaluation (indicateurs, collecte de données, analyse). Outils de suivi des activités. Bilan des défis et des bonnes pratiques de gestion de projets.</p>
<b>Matériel pédagogique</b>	Fiches thématiques (2.1 à 2.5) sur la planification stratégique, le cycle de vie d'un projet, l'élaboration de propositions de projet, l'intégration climatique et le suivi-évaluation.
<b>Outils de formation pratiques</b>	<p><b>Exercice 2.1:</b> Élaboration d'une matrice de cadre logique simplifiée et d'un arbre à solutions : Les participants construisent la logique d'intervention d'un projet fictif ou réel.</p> <p><b>Atelier 2.2:</b> Analyse de cas de projets : étude de projets réussis et échoués, identification des facteurs clés de succès et des leçons apprises.</p> <p><b>Modèle 2.3:</b> Canevas de proposition de projet et de rapport de suivi : Un modèle structuré pour guider les associations.</p>
<b>Formulaire d'évaluation</b>	Exercice de rédaction d'une section de proposition de projet et auto-évaluation. Fiche de satisfaction et fiche d'évaluation.

### MODULE 3: GENRE ET INCLUSION DANS L'ACTION ASSOCIATIVE CLIMATIQUE

Volume horaire	6 heures (1 jours)
<b>Objectifs</b>	Comprendre les concepts de genre et d'inclusion. Analyser les vulnérabilités face aux changements climatiques. Intégrer l'approche genre et inclusion dans la planification et la mise en œuvre des activités.
<b>Contenu et activités</b>	<p><b>Jour 1 : Comprendre les dynamiques d'inclusion</b>            Matin : Les bases de l'inclusion et de la diversité dans l'action associative. Identification des différents groupes sociaux souvent sous-représentés (femmes, jeunes, personnes en situation de handicap, etc.).            Après-midi : Étude de cas pratiques : comment les impacts climatiques touchent différemment les communautés. Analyse des obstacles à la participation de certains groupes.</p> <p><b>Jour 2 : Outils pour des projets inclusifs</b>            Matin : Méthodes et outils pour intégrer l'approche genre et inclusion dans les projets et activités associatives (planification, budget, suivi).            Après-midi : Stratégies pour assurer la participation active et équitable des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables. Exercices de facilitation inclusive.</p> <p><b>Jour 3 : Leadership et mobilisation</b>            Matin : Développer des compétences de plaidoyer et de communication inclusives. Comment parler du climat à des publics variés.            Après-midi : Bilan et échanges sur les meilleures pratiques pour encourager le leadership au sein des groupes marginalisés et s'assurer que leur voix est entendue dans les initiatives climatiques.</p>
<b>Matériel pédagogique</b>	Fiches thématiques (3.1 à 4.4) sur les concepts clés de genre et d'inclusion, l'analyse des inégalités, l'intégration de l'approche inclusive et la participation significative.
<b>Outils de formation pratiques</b>	Exercice d'audit de projet, grille d'analyse des parties prenantes et jeux de rôle sur la facilitation inclusive.
<b>Formulaire d'évaluation</b>	Exercice d'audit genre d'un projet, grille d'analyse et plan d'action pour une approche inclusive. Fiche de satisfaction et fiche d'évaluation.

## XV. Création d'un Groupe de Leadership pour l'action climatique

La mise en place de groupes de leadership locaux constitue un pilier central de l'approche du projet ACICT pour renforcer l'adaptation et la résilience climatique à l'échelle territoriale. Ces groupes sont conçus comme des espaces structurés d'engagement citoyen, réunissant des femmes, des jeunes, ainsi que des personnes en situation de vulnérabilité, reconnus pour leur rôle actif ou leur potentiel d'influence au sein de leurs communautés.

La constitution de ces groupes repose sur un processus structuré de sélection, fondé sur un appel à candidatures lancé dans les communes partenaires. Les candidatures sont analysées selon des critères d'éligibilité et de sélection, notamment la résidence dans l'une des communes partenaires, l'engagement dans la vie publique locale, la motivation à s'investir dans l'action climatique, ainsi que la capacité à participer activement aux activités du programme. Une attention particulière est accordée à l'équilibre entre les sexes, à la représentation des jeunes et à l'inclusion des personnes en situation de vulnérabilité.

Le processus de sélection se déroule en trois phases : une première étape de recevabilité et de vérification de l'éligibilité des dossiers, suivie d'une phase de tri et de présélection sur la base d'un barème de notation, puis d'une sélection finale appuyée par des entretiens (en présentiel ou à distance).

La décision finale est prise par un comité de sélection, et les participant.e.s retenu.e.s sont invité.e.s à signer un document d'engagement portant sur leur participation active aux activités du projet et leur contribution au dialogue local autour des enjeux climatiques.

À l'échelle locale, une fois constitué, le groupe de leadership est installé comme un dispositif de gouvernance inclusive et participative, avec pour mission de promouvoir la participation citoyenne, de contribuer à l'animation du dialogue autour des enjeux climatiques, de soutenir des initiatives citoyennes en matière d'adaptation et de résilience, et de jouer un rôle d'interface entre les populations locales, les organisations de la société civile, les communes et les autres acteurs institutionnels.

Au niveau de la commune de Medjez El Bab, la mise en place et l'opérationnalisation du groupe de leadership se sont appuyées sur un processus progressif de concertation et de renforcement des capacités, mené en étroite coordination avec la municipalité, notamment le Secrétaire Général et le point focal du programme ACICT.

Medjez el beb	Hommes	Femmes			Total
	<35 ans	<35 ans	≥35 ans	Sous-total	
Répartition des membres des groupes de leadership en action climatique	6	9	6	15	21
Répartition des membres (sans emploi) des groupes de leadership en action climatique	1	3	2	5	6

Tableau 9 : Répartition des membres du groupe de leadership

## 1- PROGRAMME DE FORMATION DU GROUPE DE LEADERSHIP

Le programme d'accompagnement en leadership mis en œuvre dans le cadre du projet ACICT s'inscrit dans une démarche structurée de renforcement des capacités des groupes de leadership locaux. Il vise à doter les participant.e.s des connaissances, compétences et outils nécessaires pour exercer un leadership actif, inclusif et engagé en faveur de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques à l'échelle locale.

Le programme est conçu sur la base d'une approche fondée sur les droits humains, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'inclusion sociale. Il intègre de manière transversale les enjeux de genre, de jeunesse et de vulnérabilité, tout en tenant compte des contextes socio-économiques et culturels propres aux territoires partenaires. La méthodologie adoptée combine des apports théoriques, des échanges d'expériences et des exercices pratiques, favorisant l'appropriation progressive des contenus et leur mise en application dans les dynamiques locales.

Le programme de formation est structuré autour d'un ensemble de thématiques prioritaires, abordées à travers des ateliers organisés sur la période 2025–2028. Ces thématiques couvrent notamment l'analyse genre et l'égalité entre les femmes et les hommes, l'adaptation et la résilience aux changements climatiques et la protection de la biodiversité, l'approche participative sensible au climat et à l'inclusion sociale, la communication inclusive, la gestion de conflits et la médiation, ainsi que le leadership transformationnel. Le programme inclut également des modules dédiés à l'identification, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'initiatives citoyennes locales, ainsi qu'au plaidoyer en faveur de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques.

L'accompagnement des groupes de leadership ne se limite pas à la formation. Il comprend un appui continu à la conception et à la mise en œuvre d'initiatives citoyennes locales, considérées comme des leviers concrets pour traduire les apprentissages en actions et renforcer l'impact du leadership individuel et collectif. Ces initiatives visent à améliorer l'adaptation et la résilience aux changements climatiques, à promouvoir l'égalité de genre et l'inclusion sociale, et à renforcer les partenariats entre les acteurs locaux.

Un dispositif de suivi et d'évaluation accompagne la mise en œuvre du programme de formation des groupes de leadership. Il repose sur une combinaison d'approches quantitatives et qualitatives, permettant de mesurer la participation, l'acquisition des compétences, ainsi que les changements induits aux niveaux individuel, collectif, institutionnel et communautaire. L'approche du changement la plus significative est mobilisée afin de documenter les transformations perçues par les participant.e.s et de capitaliser les expériences issues du programme.

Le programme de formation du Groupe de leadership constitue un cadre structuré de renforcement des capacités, visant à soutenir un leadership citoyen inclusif et la mise en œuvre d'initiatives locales en faveur de l'adaptation climatique. Le tableau ci-dessous synthétise l'architecture du programme, en présentant les thématiques, les modules de formation, le volume horaire et les modalités de mise en œuvre.

Thématique	Module de formation	Volume horaire	Commentaires
Base conceptuelle : Genre, inclusion et approche participative dans l'action climatique	L'analyse genre et l'égalité entre les femmes et les hommes	3h /groupe	
	L'adaptation et la résilience aux changements climatiques	3h/groupe	
	L'approche participative sensible à l'adaptation climatique, à l'égalité entre les sexes, et à la promotion de la jeunesse et de l'inclusion sociale	3h/groupe	
	Les enjeux liés à la protection de la biodiversité (les solutions fondées sur la nature (SFN))	3h/ groupe	
Intelligence collective : compétences et outils transversales	La communication inclusive		Année 3
	Le leadership transformationnel		Année 3
	La gestion de conflits et la médiation		Année 3
Action / Impact : Mécanismes d'opérationnalisation et plaidoyer en faveur de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques	L'identification et l'élaboration d'initiatives citoyennes dans les domaines de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques		Année 3
	Le plaidoyer en faveur de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques		Année 3

Tableau 10 : Programme de formation du Groupe de leadership

**MODULE DE FORMATION : « BASE CONCEPTUELLE : GENRE, INCLUSION ET APPROCHE PARTICIPATIVE DANS L'ACTION CLIMATIQUE »**

Formation	Objectifs pédagogiques précis	Volume horaire	Méthodologie pédagogique	Outils d'évaluation
L'analyse genre et l'égalité entre les femmes et les hommes	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Familiariser les participant.e.s aux concepts du genre et de l'inclusion ;</li> <li>- Renforcer les capacités des participant.e.s à cerner les inégalités entre les femmes et les hommes et les facteurs d'exclusion des populations vulnérables ;</li> <li>- Renforcer les capacités des participant.e.s en matière de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et d'inclusion ;</li> <li>- Encourager les participant.e.s à adopter le genre et l'inclusion dans l'action climatique</li> </ul>	4,5 js (3h/groupe)	<p><b>La méthodologie à adopter :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'adossera également à une approche basée sur l'équité, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes des personnes en situation de vulnérabilité, sur les droits humains et l'approche genre</li> <li>- s'appuiera sur des informations théoriques, d'une part, et des exemples puisés dans la littérature ayant trait au genre, à l'inclusion sociale et à l'adaptation et à la résilience aux changements climatiques et à l'expérience tunisienne et canadienne, d'autre part.</li> <li>- s'inscrira dans une démarche pluridisciplinaire (psychologique, sociologique, économique, écologique, etc.), assuré conjointement par des expert.e.s tunisien.ne.s et canadien.ne.s.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les feuilles de présence à remplir lors des sessions de formation à organiser devront impérativement inclure le prénom et le nom, le sexe, l'âge, la commune et les coordonnées de chaque participant.e.</li> <li>- Tout.e.s les expert.e.s à impliquer dans l'animation des sessions de formation sont invité.e.s à élaborer des outils de pré-évaluation et de post-évaluation</li> </ul>
L'adaptation et la résilience aux changements climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les participant.e.s aux enjeux des changements climatiques à l'échelle locale ;</li> <li>- Renforcer les connaissances des participant.e.s en matière d'analyse des effets des changements climatiques à l'échelle locale ;</li> <li>- Participer à l'amélioration des capacités des participant.e.s en matière d'adaptation et de résilience aux changements climatiques à l'échelle locale ;</li> <li>- Encourager les participant.e.s à s'impliquer dans l'adaptation et la résilience aux changements climatiques à l'échelle locale</li> </ul>	4,5 js (3h/groupe)		
L'approche participative sensible à l'adaptation climatique, à l'égalité entre les sexes, et à la promotion de la jeunesse et de l'inclusion sociale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Familiariser les participant.e.s à l'approche participative dans une perspective d'adaptation et de résilience aux changements climatiques, de l'égalité entre les sexes et de la promotion de la jeunesse et de l'inclusion sociale ;</li> <li>- Renforcer les capacités des participant.e.s en matière d'application de l'approche participative dans la gouvernance locale ;</li> <li>- Sensibiliser les participant.e.s à l'importance de la promotion de la participation dans la vie publique et les processus décisionnels à l'échelle locale ;</li> <li>- Encourager les participant.e.s à adopter l'approche participative dans les actions relatives à l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques</li> </ul>	4,5 js (3h/groupe)		
Les enjeux liés à la protection de la biodiversité (les solutions fondées sur la nature (SFN))	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les participant.e.s aux solutions fondées sur la nature (SFN) et à leur application à l'échelle locale ;</li> <li>- Renforcer les connaissances des participant.e.s en matière de la mise en œuvre des SFN</li> <li>- Participer à l'amélioration des capacités des participant.e.s en matière de planification, la mise en œuvre et le suivi des SFN à l'échelle locale ;</li> <li>- Encourager les participant.e.s à s'impliquer activement dans la promotion et la pérennisation des SFN à l'échelle locale</li> </ul>	4,5 js (3h/groupe)		

## 2- BENCHMARKING PAR RAPPORT À L'EXPÉRIENCE CANADIENNE

Dans le cadre de la réalisation des études de benchmarking, des ateliers tuniso-canadiens à distance sont planifiés afin de capitaliser sur l'expérience canadienne en matière de participation citoyenne à la vie municipale et d'appuyer l'intégration et l'adaptation de bonnes pratiques au niveau communal.

Ces ateliers visent à renforcer les mécanismes de participation et d'implication des femmes, des jeunes et des groupes en situation de vulnérabilité dans la gouvernance municipale, en particulier pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des mesures et solutions d'adaptation et de résilience face aux effets des changements climatiques.

Les ateliers s'appuient sur une approche interactive privilégiant le partage d'expériences, les retours de terrain et les échanges directs avec des expert.e.s canadien.ne.s, afin de mettre en évidence des pratiques concrètes mobilisables dans les contextes communaux.

## 3- CONCERTATION INCLUSIVE AUTOUR DU PROJET PILOTE COMMUNAL

Afin d'associer activement l'ensemble des acteurs locaux dont les femmes, jeunes et personnes vulnérables à la planification environnementale et climatique, tout en renforçant leur compréhension de l'approche des **Solutions Fondées sur la Nature (SFN)** comme levier d'adaptation au changement climatique, des ateliers de concertation autour des projets pilotes communaux, ont été animés au profit des groupes de leadership. Ces ateliers ont pour objectif de conduire un processus structuré de concertation permettant de hiérarchiser les priorités de développement à l'échelle communale, en tenant compte des besoins exprimés par les parties prenantes et des enjeux environnementaux locaux. Ils visent également à sensibiliser les participants aux SFN, à illustrer leur pertinence pour répondre aux défis du territoire, et à encourager leur intégration dans les solutions envisagées. À cette fin, les rencontres permettront de présenter l'agenda du programme ACICT, de clarifier les rôles, attentes et contributions attendues des acteurs, et de mettre en pratique les principes de participation à travers des exercices et travaux de groupes.

La concertation s'appuiera sur les outils méthodologiques du programme ACICT, fondés sur la participation active et l'apprentissage par la pratique. Des discussions dirigées, des échanges interactifs et des travaux collectifs seront mobilisés pour favoriser l'expression de tous les participants et la co-construction des propositions. Le processus reposera sur des principes d'inclusion sociale, garantissant une représentation équilibrée des femmes, des jeunes, des enseignants, des associations locales et des représentants institutionnels. Les priorités, solutions, responsabilités et engagements seront définis collectivement, dans une logique de transparence et de responsabilité partagée. Afin d'assurer la cohérence du dispositif, une structure identique d'atelier sera adoptée dans l'ensemble des communes concernées, facilitant également l'harmonisation intercommunale des résultats.

## XVI. Stratégie de communication et sensibilisation locale

Dans le cadre du projet ACICT, des stratégies de communication ont été élaborées à l'échelle de chacune des communes partenaires, en complément des autres dispositifs d'accompagnement mis en place. Ces stratégies s'inscrivent dans une logique d'appui à l'action climatique locale, en visant à renforcer la compréhension des enjeux liés aux changements climatiques et à soutenir l'appropriation des démarches d'adaptation par les populations et les acteurs locaux.

Les stratégies de communication communales reposent sur un cadre méthodologique commun défini au niveau du projet, garantissant une cohérence d'ensemble dans les principes et les orientations retenus, tout en laissant une marge d'adaptation aux spécificités territoriales. Cette approche permet d'assurer une articulation entre une vision partagée à l'échelle du projet et des messages ancrés dans les réalités locales, en lien avec les vulnérabilités climatiques propres à chaque territoire.

La communication est appréhendée comme un levier transversal de la gouvernance climatique locale. Elle accompagne les actions menées par les communes et leurs partenaires en contribuant à la diffusion de l'information, à la sensibilisation des populations et à la mobilisation des acteurs autour des enjeux d'adaptation aux changements climatiques. À ce titre, elle intervient en complément des actions de renforcement des capacités, de planification et de participation citoyenne développées dans le cadre du projet ACICT.

Les stratégies de communication communales intègrent également les principes d'inclusion et d'équité, en veillant à ce que les messages diffusés prennent en compte la diversité des publics et des situations de vulnérabilité. Elles contribuent ainsi à renforcer l'accessibilité de l'information et à favoriser une participation plus large aux dynamiques locales d'adaptation.

À l'échelle de la commune de Medjez El Bab, la stratégie de communication et de sensibilisation a été conçue en tenant compte des spécificités climatiques de ce territoire agricole et hydrologique du Nord-Ouest. Les enjeux climatiques mis en avant concernent notamment la forte variabilité des pluies, les inondations fréquentes, l'érosion des sols et la perte de fertilité.

Dans ce cadre, les groupes clés identifiés comprennent les agriculteurs, les coopératives féminines rurales, ainsi que les élèves des écoles agricoles. Les messages clés développés dans le cadre de cette stratégie sont : « L'eau, notre richesse fragile » et « Chaque geste compte pour préserver nos terres. »

L'approche retenue repose sur l'organisation d'ateliers dans les écoles et sur la mobilisation des radios locales rurales (notamment Radio Béja). Les canaux mobilisés incluent des affiches agricoles, des capsules radio en dialecte, ainsi que des vidéos portant sur la gestion des sols.

En cohérence avec la synthèse nationale de la campagne, la thématique centrale de Medjez El Bab est structurée autour de l'eau, des inondations et de l'érosion des sols, afin d'ancrer les contenus de sensibilisation dans les réalités locales et de promouvoir des comportements quotidiens favorables à l'adaptation.

**Stratégie de communication** – Commune de Medjez El Bab (Béja – Nord-Ouest agricole et hydrologique)

**Profil climatique** : forte variabilité des pluies, inondations fréquentes, érosion des sols, perte de fertilité

**Publics cibles** : agriculteurs, coopératives féminines rurales, élèves des écoles agricoles

**Messages clés** : « L'eau, notre richesse fragile » – « Chaque geste compte pour préserver nos terres. »

**Approche** : ateliers dans les écoles et radios locales rurales (Radio Béja).

**Canaux** : affiches agricoles, capsules radio dialectales, vidéos sur la gestion des sols

## Conclusion

Le diagnostic réalisé confirme que Medjez El Bab est fortement exposée aux impacts du changement climatique, en particulier aux risques hydriques, notamment les inondations liées au débordement de l'oued Medjerda et aux épisodes de ruissellement, ainsi qu'aux sécheresses de plus en plus fréquentes. Ces aléas affectent directement les conditions de vie des populations, la sécurité des infrastructures et les activités économiques locales, en particulier l'agriculture, dans un contexte où la commune demeure vulnérable en raison de contraintes structurelles et d'une capacité de réponse encore limitée.

Face à ces défis, la commune bénéficie de certaines bases institutionnelles et d'une collaboration avec plusieurs acteurs publics et techniques. Toutefois, l'analyse de la gouvernance climatique met en évidence une dynamique encore peu structurée, marquée par l'absence d'une stratégie climatique formalisée, d'une coordination dédiée et d'une approche suffisamment intégrée de l'adaptation. La réponse aux événements climatiques extrêmes demeure largement réactive, avec une faible anticipation et une planification climatique encore insuffisante.

L'évaluation de la maturité climatique réalisée dans le cadre du projet ACICT confirme cette situation : Medjez El Bab présente une maturité globale faible, malgré un niveau d'exposition élevé aux aléas. Les résultats traduisent des capacités d'adaptation limitées, une absence d'outils techniques et d'instruments opérationnels structurés, ainsi qu'un déficit de dispositifs de suivi, de gestion des données et de cartographie des risques. Le territoire ne dispose pas, à ce stade, de mécanismes consolidés d'aide à la décision, ni de dispositifs d'alerte ou de protocoles clairement établis permettant de renforcer la préparation et la gestion des crises climatiques.

Par ailleurs, l'intégration du genre et de l'inclusion sociale demeure insuffisante. Les vulnérabilités spécifiques des femmes, des jeunes et des ménages à faibles revenus sont mises en évidence, en lien notamment avec la dépendance aux activités agricoles ou informelles et l'exposition accrue aux impacts des aléas climatiques. Ces constats soulignent la nécessité d'une approche plus inclusive, mieux adaptée aux réalités sociales du territoire.

Dans ce contexte, les besoins identifiés en matière de renforcement des capacités, d'outils et d'instruments pour l'action climatique, ainsi que les enjeux liés à l'inclusion sociale, confirment la nécessité d'un accompagnement ciblé, progressif et structurant. Les recommandations formulées dans ce rapport visent à renforcer les bases de la gouvernance climatique locale, notamment à travers la structuration d'un dispositif de coordination, l'amélioration de la planification, la mobilisation des partenariats, l'intégration des enjeux climatiques dans les instruments communaux et le développement d'outils techniques indispensables.

Ainsi, le projet ACICT constitue un levier stratégique majeur pour accompagner la commune de Medjez El Bab dans la transition vers une action climatique plus structurée, cohérente et durable. Les dispositifs prévus dans le cadre du projet — renforcement des capacités, appui aux acteurs locaux, mobilisation de la société civile et accompagnement des mécanismes de gouvernance — offrent un cadre pertinent pour soutenir l'appropriation collective des enjeux climatiques et renforcer progressivement la résilience du territoire.

En définitive, Medjez El Bab fait face à une vulnérabilité climatique importante, mais dispose d'un potentiel de progression significatif à condition de renforcer la coordination locale, d'améliorer les outils de gestion et d'anticipation, et d'intégrer pleinement les dimensions sociales et inclusives dans les démarches d'adaptation. Le présent rapport constitue ainsi une base de référence pour orienter les actions futures, appuyer la prise de décision locale et contribuer à la construction d'une trajectoire d'adaptation climatique territoriale dans le cadre des communes partenaires du projet ACICT.

# ANNEXES

# Profil Climatique de Medjez El Bab

## 1- IDENTITÉ ET CONTEXTE COMMUNAL

Population (2024)	Superficie	Densité	Urbanisation
44 879 hab.	~180 km <sup>2</sup>	249 hab/km <sup>2</sup>	45%

### Contexte socio-économique

Medjez El Bab est une commune agricole stratégique située dans la vallée de la Medjerda, principal fleuve tunisien. L'économie repose sur les cultures céréalières (blé dur, orge), le maraîchage irrigué et l'élevage ovin extensif. La commune bénéficie de terres alluviales fertiles mais fait face à une double vulnérabilité hydrologique : crues destructrices et sécheresses agricoles. Le pont romain historique témoigne de l'importance stratégique du site depuis l'Antiquité.

### Populations vulnérables identifiées

- Ouvriers agricoles saisonniers (emplois précaires, revenus fluctuants),
- Femmes rurales (accès limité aux ressources, travaux non rémunérés),
- Eleveurs ovins (parcours dégradés, mortalité bétail),
- Habitants des zones riveraines de la Medjerda (logements exposés aux crues, évacuations récurrentes).

## 2- CARTE MULTI-RISQUES CLIMATIQUES

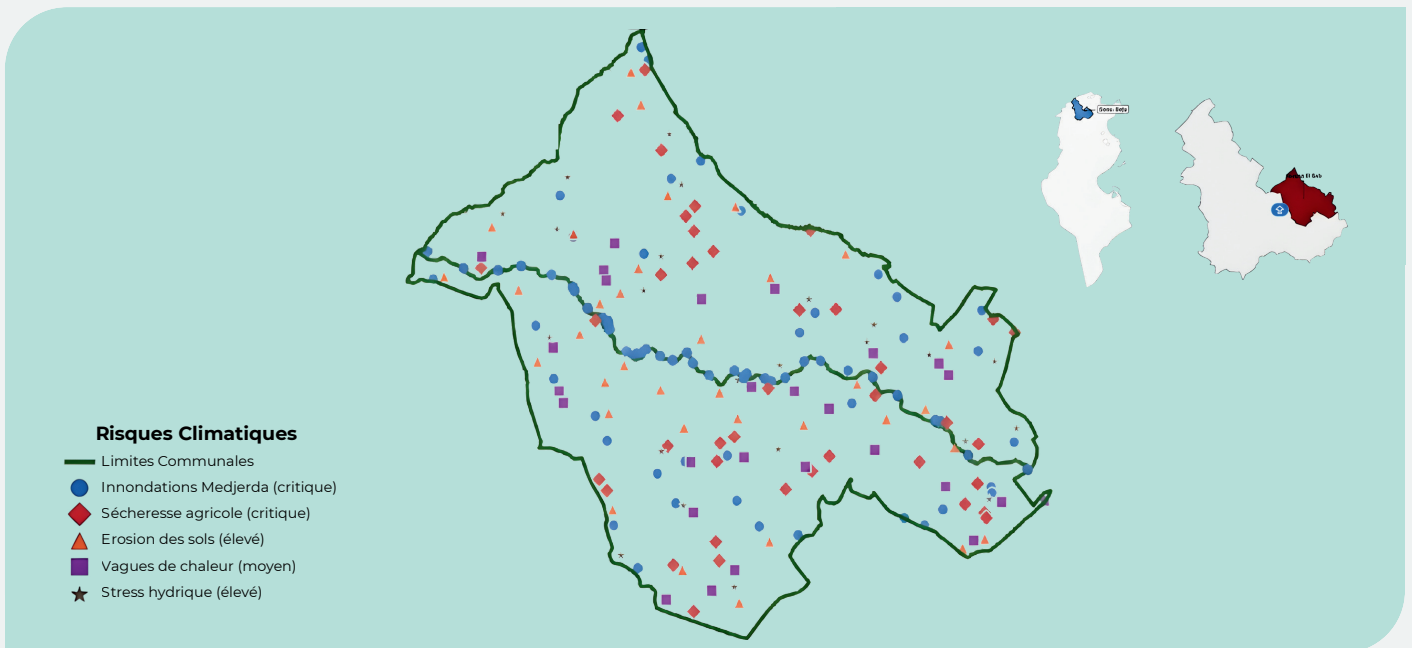


Figure 1 : Carte multi-risques climatiques de la commune de MEDJEZ EL BAB

## 3- EXPOSITION AUX RISQUES CLIMATIQUES

La commune de Medjez El Bab est exposée à une double contrainte hydrologique critique, avec des risques climatiques majeurs identifiés :

## RISQUES CLIMATIQUES PRIORITAIRES

Risque climatique	Niveau	Fréquence Coût de l'inaction
<b>1- Inondations crues de la Medjerda</b>	<b>CRITIQUE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Crues historiques catastrophiques (référence 1973), événements récurrents automne/hiver</li> <li>• Zones riveraines habitées submergées, pont principal et routes coupés</li> <li>• Coût estimé : 50M TND par événement majeur</li> </ul>
<b>2- Sécheresses agricoles</b>	<b>CRITIQUE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agriculture pluviale (80% des surfaces) totalement dépendante des précipitations</li> <li>• Années sèches : rendements céréales -35%, revenus agriculteurs effondrés</li> <li>• Impact : perte 40% des revenus agricoles</li> </ul>
<b>3- Érosion hydrique des sols</b>	<b>ÉLEVÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pluies violentes sur sols nus en hiver, ravinement des parcelles</li> <li>• Perte de fertilité, envasement des barrages aval</li> <li>• Projection : perte de 2000 ha de terres fertiles d'ici 2040</li> </ul>
<b>4- Stress hydrique estival</b>	<b>ÉLEVÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Forages surexploités, tarissement des sources d'irrigation</li> <li>• Tensions entre eau potable et usages agricoles</li> </ul>
<b>5- Vagues de chaleur</b>	<b>MOYEN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Températures &gt;40°C en été, stress thermique humain et bétail</li> <li>• Échaudage des céréales en période de floraison (mai-juin)</li> </ul>

**Projections climatiques** : Réchauffement de +1,5 à +2°C d'ici 2050, précipitations plus irrégulières avec baisse de 10-15% de la pluviométrie annuelle, événements extrêmes (crues et sécheresses) plus fréquents et intenses.

## 4- GOUVERNANCE CLIMATIQUE ET ACTEURS CLÉS

### Acteurs institutionnels

- **Municipalité de Medjez El Bab** : Coordination locale, gestion des urgences, référent climat à désigner
- **CRDA Béja** : Commissariat Régional au Développement Agricole - gestion eau agricole, irrigation, conseil technique
- **ANPE** : Agence Nationale de Protection de l'Environnement - études impact, surveillance qualité
- **Protection Civile** : Gestion des crises, évacuations, plans d'urgence inondations
- **DGBGTH** : Direction Générale des Barrages et Grands Travaux Hydrauliques - régulation Medjerda

### Société civile et secteur privé

- Associations de développement agricole et syndicats d'irrigation
- École Supérieure des Ingénieurs de Medjez El Bab (recherche sur la Medjerda)
- Coopératives agricoles et groupements d'éleveurs

### Partenaires internationaux

- **Banque Mondiale** : Programme gestion risque inondation bassin Medjerda (15-25M USD)
- **AFD - GCF** : Fonds Vert Climat - adaptation agriculture climat-résiliente (20-35M USD)
- **UE - Instrument Voisinage** : Résilience territoriale rurale (5-10M EUR)
- **FAO** : Programmes agriculture durable, agroforesterie, anti-érosion

## Instruments de planification existants

- Plans d'urgence crues (activation Protection Civile)
- Systèmes d'irrigation et périmètres irrigués CRDA
- Plan d'Aménagement Urbain (PAU) - à actualiser avec dimension climat



### Absence de stratégie climat intégrée et de Plan Climat Local

**Défis de coordination :** Coordination multi-acteurs à structurer autour de la gestion intégrée de la Medjerda. Nécessité d'une cellule climat communale et d'un comité permanent inter-acteurs.

## 5- CAPACITÉ D'ADAPTATION

### INDICE DE MATURITÉ CLIMATIQUE (IMC)

**16,67%**

TRÈS FAIBLE (plus bas score du projet ACICT)

Dimension	Score	Appréciation
<b>Vulnérabilité &amp; exposition</b>	3/5	Double exposition crues Medjerda + sécheresses agricoles
<b>Capacités d'adaptation</b>	1/5	Quasi-nulles, infrastructure limitée, réponse réactive
<b>Gouvernance institutionnelle</b>	1/5	Absence cellule climat, coordination sectorielle faible
<b>Partenariats multi-acteurs</b>	2/5	Acteurs présents mais cloisonnés, coordination à structurer
<b>Genre &amp; inclusion sociale</b>	1/5	Non pris en compte, femmes rurales marginalisées

**Besoins prioritaires :** Création urgente d'une cellule climat communale, élaboration d'un Plan Climat Local, gestion intégrée du bassin versant de la Medjerda, systèmes d'alerte précoce inondations, diversification vers une agriculture résiliente, renforcement de la coordination multi-niveaux.

## 6- PRIORITÉS ET SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE

- 1. Prévention des inondations fluviales :** Face aux crues de la Medjerda menaçant les zones habitées, les infrastructures critiques et l'économie locale
- 2. Sécurisation de l'eau pour l'agriculture :** Répondre au stress hydrique estival et à la dépendance de l'agriculture pluviale
- 3. Lutte contre l'érosion des sols agricoles :** Préserver la fertilité des terres et réduire l'envasement des infrastructures

## 7- SOLUTIONS BASÉES SUR LA NATURE (SbN)

### PRÉVENTION INCENDIES & PROTECTION FORÊTS (PRIORITÉ #1)

Solution SbN	Surface/Cible	Coût estimé
<b>Zones d'expansion de crue et ripisylves</b>	Création de 150 ha de zones tampon le long de la Medjerda pour absorber les excès d'eau et ralentir les crues. Restauration des forêts riveraines.	8M TND
<b>Bandes enherbées et haies anti-érosion :</b>	Installation sur 2500 ha de parcelles agricoles de bandes végétalisées perpendiculaires à la pente. Protection des cultures, corridors écologiques.	5M TND
<b>Reboisement des bassins versants amont</b>	Plantation de 500 ha de forêts de régulation sur les collines dominant la vallée. Réduction du ruissellement, prévention érosion.	6M TND
<b>Retenues collinaires et recharge des nappes</b>	Construction de 15 retenues (150 000 m <sup>3</sup> total) pour stockage hivernal et irrigation d'appoint. Sécurisation de 400 ha.	9M TND
<b>Agroforesterie et cultures tolérantes à la sécheresse</b>	Accompagnement de 500 exploitations vers des variétés résilientes et l'intégration d'arbres (oliviers, amandiers).	5M TND

**Autres mesures d'adaptation :** Systèmes d'irrigation modernisés (goutte-à-goutte), digues de la Medjerda renforcées, système d'alerte précoce crues, plans d'évacuation actualisés.

**INVESTISSEMENT TOTAL ESTIMÉ :** 34M TND sur 2025-2029

## 8- RECOMMANDATIONS ET INDICATEURS

### ACTIONS PRIORITAIRES

Horizon	Actions	Responsable
<b>URGENT 0-6 mois</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Créer la cellule climat communale et désigner un référent climat</li> <li>Élaborer le Plan Climat Local avec tous les acteurs</li> <li>Renforcer le système d'alerte précoce inondations (8 stations monitoring)</li> <li>Lancer une campagne de sensibilisation sur les risques et l'adaptation</li> </ul>	Commune + APAL
<b>COURT 6-18 mois</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Déployer les SbN prioritaires (zones expansion crue, reboisement)</li> <li>Structurer le comité climat permanent inter-acteurs</li> <li>Mobiliser les financements climat (Banque Mondiale, GCF, FNEC)</li> <li>Lancer le programme agroforesterie et cultures résilientes</li> </ul>	Commune + Partenaires

## INDICATEURS DE SUIVI CLÉS

Indicateur	Référence	Cible	Échéance
Zones expansion crue créées	0 ha	8150 ha	2028
Surface reboisée bassins versants	0 ha	500 ha	2029
Exploitations accompagnées (agroforesterie)	0	500	2029
Retenues collinaires construites	0	15	2028



**PORTAIL DE LA COMMUNE  
DE MEDJEZ EL BEB**

